

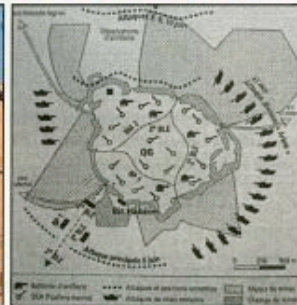
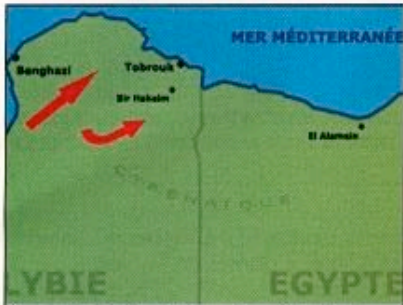
**20-21-22 OCTOBRE 2017 :
CONGRES NATIONAL
DE L'ANACR À DAX**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1315-1316-1317- Avril-Mai-Juin 2017

26 MAI-11 JUIN 1942 : LES FRANÇAIS LIBRES A BIR HAKEIM



À proximité de la frontière égyptienne, à 900 km du Canal de Suez, Tobrouk est un objectif majeur de l'Afrika Korps. Au sud du dispositif d'arrêt des Alliés, pour éviter tout contournement, la position fortifiée de Bir Hakeim, tenue par la 1^{re} brigade Française Libre dont on voit ci-dessus des combattants contre-attaquer...

Forts de leur supériorité numérique en Afrique du Nord, les Italiens avaient attaqué le 13 septembre 1940 sur la frontière égyptienne-Libyenne et stoppé en territoire égyptien à Sidi-Barani, qu'ils fortifient. La contre-offensive britannique, commencée le 7 décembre, les avait contraints à une retraite transformée en déroute. Tobrouk - à 160 km à l'ouest de la frontière égyptienne - est prise par les Britanniques le 24 janvier 1941, Benghazi le 7 février.

Le 14 février, Hitler envoie d'urgence en Libye pour secourir son allié un corps expéditionnaire allemand, l'Afrika Korps qui, commandé par Erwin Rommel va, durant l'année 1941 et début 1942, mener contre-offensives et offensives contre les forces britanniques, comprenant outre les Britanniques, des troupes de leur empire colonial et des Dominions, et... des Français libres.

L'offensive lancée le 26 mai 1942 par Rommel, avec 90 000 hommes et 575 chars, a pour objectif le canal de Suez, et prend la forme d'une tenaille : une mâchoire au nord par la route côtière qui passe par Tobrouk vers El-Alamein, l'autre mâchoire, contournant la ligne de défense britannique, qui doit se fermer à El-Alamein, passe au sud, par Bir

Hakeim. Position à 80 km au sud de Tobrouk défendue par les 3 273 hommes de la 1^{re} Brigade Française Libre (BFL) et qu'elle va fortifier l'entourant d'un champ de mines, et à partir de laquelle, pendant plus de trois mois, elle va mener contre les forces germano-italiennes coups de main et missions de reconnaissance. Début avril 1942, Koenig - futur Chef d'Etat-major des FFI en 1944 - en devient officiellement le chef.

L'attaque de Rommel contre Bir Hakeim débute le 27 mai, le 2 juin Koenig rejette un ultimatum de reddition. Du 2 au 10 juin, plus de 40 000 obus de gros calibre - du 105 au 220 mm - sont tirés sur Bir Hakeim et une grande quantité de bombes est larguée par les aviations allemande et italienne.

Alors que leurs munitions et réserves en eau et nourriture sont quasi-épuisées, l'ordre d'évacuation est donné aux Français. Elle a lieu dans la nuit du 10 au 11 juin : 2 619 hommes sur les 3 723 présents au début de la bataille vont réussir à rejoindre les lignes britanniques. Mais Rommel a été stoppé dans son offensive sur El Alamein durant deux semaines, pendant lesquelles la 8^e Armée britannique va fortifier ses positions.

Winston Churchill dira : «En retardant de quinze jours l'offensive de Rommel, les Français libres de Bir Hakeim auront contribué à sauvegarder le sort de l'Égypte et du canal de Suez». Quant au général de Gaulle, il enverra un message à Koenig : «Sachez et dites à vos troupes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil.»

14^e STAGE NATIONAL DE L'ANACR



Il s'est tenu à Saint-Denis du 2 au 4 juin (voir p. 19)

L'ANACR EN DEUIL



Mireille MONIER-LOVIE
Vice-présidente Nationale



Michel DEFANCE
Membre du Bureau National

Née le 4 novembre 1941, pendant cette période qui fut celle de l'Occupation, celle aussi de la Résistance, Mireille Monier fut élevée dans le souvenir et l'exemple de la Résistance par ses deux parents, Charles Monier, un instituteur, et Andrée Blachère, qui en furent des combattants dès ses premiers temps... (suite page 20).

Né le 8 mars 1925, Michel Defrance est le fils d'un journalier de Boulogne-sur-Mer, Auguste Defrance, engagé, dès sa création en 1920, dans le jeune Parti communiste, au sein duquel il va assumer des responsabilités, d'abord locales et qu'il va représenter lors des législatives de 1924 à 1936... (suite page 20).

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Libérer et Fédérer
- P. 6 : Suzanne Buisson
- P. 7-15 : Le Dossier. Des Plans pour la Libération (Plan «Bibendum», Plan «Momie», Plans «vert», «violet», «bleu», «jaune», «rouge», noir, Plans «Montagnard», «Caïman»...).
- P. 16-17-18 : La Résistance grecque
- P. 19 : Wallis-et-Futuna rejoint la France Libre
- P. 20 : La vie de l'Association
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les livres : «Ma Guerre...»



Victorieuse, la Wehrmacht hisse le 27 avril 1941 le drapeau nazi sur l'Acropole d'Athènes.

Le Parti communiste est en premier interdit mais la répression s'étend à toute la gauche : la Constitution est abolie, le parlement dissous, 15 000 personnes sont emprisonnées ou exilées dans les îles de la mer Egée, une police politique, l'*Asfaleia*, est mise en place, la liberté de la presse est supprimée, les grèves sont interdites, une «Organisation nationale de la Jeunesse», l'EON (*Ethniki Organosi Neolaias*), est créée, le salut romain est adopté et Metaxás prend le titre... d'*Archigos*, «chef» en grec.

Sur le plan social, le régime Metaxás cherchera à séduire, par l'instauration d'un salaire minimum, de la semaine de 40 heures, le congé de maternité, 2 semaines de congé..., par une politique de grands travaux (construction de ponts, routes, lignes de chemin de fer) ; toutefois, le chômage repartira à la hausse en 1938...

Mais, la principale menace pour le régime de Metaxás viendra de l'extérieur...

GUERRE ITALO-GRECQUE... ET OPERATION «MARITA»

Soucieux d'imiter Hitler dans sa politique expansionniste (Anschluss, Sudètes, Bohême-Moravie, Pologne...), Mussolini avait attaqué et occupé l'Albanie en avril 1939. Il affirme aussi des prétentions sur l'Épire grecque voisine et, à partir des îles du Dodécanèse (Rhodes) que l'Italie contrôle depuis 1912, sur la Crète et l'ensemble des îles de la mer Egée.

Le 28 octobre 1940, à 4 heures du matin, l'ambassadeur italien en Grèce remet au gouvernement grec un ultimatum lui enjoignant de permettre à l'armée italienne de pénétrer en Grèce et d'y occuper des positions stratégiques. La réponse grecque ayant été «*Oxi*», c'est-à-dire «Non», l'armée italienne quelques heures plus tard franchit depuis l'Albanie la frontière, la guerre italo-grecque commence... Metaxás, n'en verra pas la fin : il décède le 29 janvier 1941.

Car la guerre avec l'Italie va durer jusqu'au 6 avril 1941, les opérations ne se déroulant pas selon les plans italiens : en effet, l'offensive italienne en Épire fut stoppée par l'armée grecque le 9 novembre ; encerclée, la division italienne *Julia* fut détruite le 11 novembre. Le

14 novembre, les Grecs passèrent à la contre-offensive et, bousculant les divisions italiennes et leurs supplétifs albanais, pénétrèrent en Albanie, prenant le contrôle de l'Épire du Nord.

Ils vont recevoir le renfort de l'appui aérien de la R.A.F. et au sol de contingents britanniques, australiens et néo-zélandais, les troupes du Commonwealth s'affrontant par ailleurs aux Italiens dans le désert égypto-libyen.

Sous la direction personnelle de Mussolini, 17 divisions italiennes attaquèrent à nouveau du 6 au 19 mars 1941 les 13 divisions grecques leur étant opposées sans réussir à les enfoncer. Dès lors, le Duce va devoir appeler à l'aide son allié Hitler.

Le 6 avril, afin de punir la Yougoslavie d'avoir écarté du pouvoir le régent Paul pro-allemand et dénoncé le Pacte tripartite, c'est l'«Opération Châtiment», le bombardement par la Luftwaffe de Belgrade est le prélude à l'invasion du pays par la Wehrmacht et par la suite des troupes hongroises.

Parallèlement, le même jour, c'est l'«Opération Marita» : depuis la Bulgarie, les Allemands envahissent la Grèce du Nord, Salonique tombe dès le 9 avril. Les troupes allemandes vont aussi attaquer à partir de la Yougoslavie dont ils ont pris le contrôle. Ses lignes de défense enfoncées, l'armée grecque, inférieure en effectifs et en équipements, s'effondre et, le 20 avril, le lieutenant-général Georgios Tsolakoglu se mutine et signe avec la *Leibstandarte SS Adolf Hitler* un protocole de reddition et un autre avec les Italiens.

Se repliant vers le sud du Péloponnèse, 50 000 Alliés et Grecs vont se résoudre à embarquer vers la Crète, où le Roi et le Gouvernement grec se sont réfugiés dès le 23 avril. Athènes tombe le 27 avril 1941.

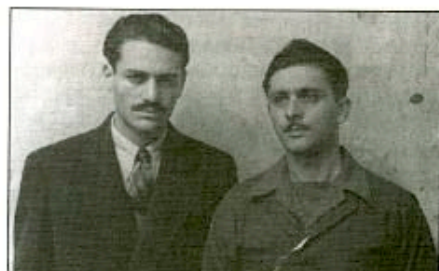
La conquête de la Crète par des parachutistes allemands et des troupes débarquées, commencée le 20 mai, s'achèvera - après de durs combats - le 1^{er} juin par la fin de l'évacuation vers l'Égypte - où le Roi et le gouvernement grec ont été repliés - de l'essentiel du corps expéditionnaire allié (Britanniques, Australiens et Néo-zélandais) et de plusieurs bataillons grecs.

Nombre de ceux qui ont été faits prisonniers seront massacrés, d'autres se réfugieront dans la montagne crétoise et s'intégreront plus tard aux partisans.

UNE TRIPLE OCCUPATION

Conquise par les forces de l'Axe, la Grèce va être partagée entre les vainqueurs : Les Allemands vont prendre le contrôle de la Macédoine, avec Salonique, de la zone frontière avec la Turquie, d'îles stratégiques de la mer Egée (Samothrace, Lemnos, Chios, Lesvos...), des 2/3 de la Crète, de la capitale Athènes où ils installent dès le 30 avril un gouvernement collaborateur avec à sa tête Tsolakoglu, celui dit de «l'Etat grec» (*Elleniki Politeia*). Par ailleurs, ayant besoin d'hommes pour l'«Opération Barbarossa» en préparation contre l'URSS, ils vont «sous-traiter» l'Occupation de la Grèce aux Bulgares et Italiens.

Les Bulgares ont des visées annexionnistes sur la Thrace et la Chalcidique, une zone peuplée d'environ 600 000 habitants (Grecs, Macédoniens slavophones, musulmans) qu'ils vont s'efforcer de «bulgariser» souvent de manière brutale : en 1942, les Grecs et



Manolis Glezos (à g.) et Apostolos Santas (à dr.) décrochent dans la nuit du 30 mai 1941 le drapeau nazi flottant sur l'Acropole, lui substituant le drapeau grec.

Musulmans de ces régions doivent se convertir, bulgariser leurs noms et prénoms ou quitter la région. L'occupation militaire bulgare va aussi s'appuyer sur une milice, l'*Ohrana*, recrutée chez les slavophones et encadrée par des officiers bulgares, elle comptera 12 000 membres à l'été 1944.

Quant aux Italiens, dont les ambitions sur la Grèce sont anciennes, ils s'octroient - malgré leurs échecs militaires de la fin 1940 et du début 1941 - la part du lion : Attique, Épire, Péloponnèse, îles Ioniennes, îles de la mer Egée, part de la Crète...

Alors que les débuts de l'occupation italienne n'avaient été que peu conflictuels avec la population, le développement de la Résistance conduit les chefs militaires italiens à prendre des mesures répressives analogues à celles des Allemands, ainsi l'attaque le 16 février 1943 près du village de Domenikon d'un convoi militaire italien par les partisans grecs ayant fait 9 morts parmi les Italiens, ceux-ci vont séparer les femmes, les enfants et les vieillards de plus de 80 ans du reste des 150 autres hommes du village, qui sont tous abattus...

Le «gouvernement» Tsolakoglu, dont la marge de manœuvre que lui laisse les Occupants est extrêmement réduite, va avoir à faire face à une situation économique et sociale particulièrement grave : aux conséquences des destructions de 1940-1941 s'ajoutent celles sur le ravitaillement découlant du blocus allié et celles de la mise en coupe réglée du pays par les trois occupants : durant l'hiver 1941-1942, la Grande famine va faire 300 000 morts.

L'initiative des services allemands de la main-d'œuvre de Sauckel demandant la mise en place d'un «Service du Travail obligatoire» prévoyant à partir de décembre 1942 l'envoi en Allemagne de 80 000 Grecs de 16 à 45 ans va susciter une mobilisation populaire pour s'y opposer : le 24 février 1943, une foule immense se heurte à

Combattantes et combattants de l'ELAS-EAM.



LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE



Commemoration de la Journée Nationale de la Résistance : de g. à droite, à Grenoble, Place de la Résistance, Martine Peters, vice-présidente nationale, dépose la gerbe de l'ANACR ; à Vierzon, le sous-préfet Patrick Vautier ; à Favars en Corrèze, la Stèle mémorielle inaugurée ; à Nouméa, le Haut-Commissaire Thierry Lataste salue les porte-drapeaux.

AVEYRON

AUBIN. Samedi 27 mai, lors de la célébration de la Journée Nationale de la Résistance, Marie-Josée Augey et Pascal Mazet – respectivement coprésidente départementale du Comité aveyronnais de l'ANACR et président de la section ANACR du Bassin – ont, devant la «Maison de la Mémoire, Résistance, déportation et citoyenneté d'Aubin», où s'étaient réunies une centaine de personnes, rappelé les circonstances de la création du CNR, et rendu hommage à toutes ces femmes et ces hommes qui se sont battus pour la liberté et pour libérer la France de l'occupant allemand, bien souvent au détriment de leur vie.

Ils ont appelé à ne pas oublier que la 2^e Guerre mondiale a fait 60 millions de morts et que, dans le monde actuel, qui connaît toujours les guerres, le racisme, la xénophobie, les atteintes aux libertés et à la dignité humaine, il faut «marteler» les valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques qui inspirèrent le combat de la Résistance».

LOZERE

MENDE. La cérémonie commémorative de la création du CNR le 27 mai 1943 s'est tenue en présence de MM. Pierre Morel-à l'Huisier, député de la Lozère, Alain Bertrand, sénateur de la Lozère, de Mmes Aurélie Maillols, vice-présidente de la région Occitanie, et Sophie Pantel, présidente du conseil départemental, de Laurent Suau, maire de Mende, ainsi que de nombreux élus et représentants de l'Education nationale, de Dany Rouveyre-Vignettes, Présidente départementale de l'ANACR, et des anciens combattants ont participé à cette commémoration devant la stèle Henri Bourrillon, ancien maire de la ville mort en déportation.

Après l'allocation de Dany Rouveyre, qui a lu le message de l'ANACR, M. Hervé Malherbe, préfet de la Lozère, a lu le message officiel du président de la République. Puis des élèves des collèges Bourrillon et Saint-Privat ainsi que du lycée Chaptal ont ensuite lu des textes et poèmes, tels *Fraternité* de Lily Uden ou *La rose et le réséda* de Louis Aragon. Les élèves des écoles primaires de la ville et le préfet ont déposé une gerbe sur la stèle Henri Bourrillon. La cérémonie s'est achevée par le *Chant des partisans* entonné par les élèves.

NOUVELLE-CALÉDONIE

NOUMÉA. Thierry Lataste, Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, a présidé la cérémonie de dépôt de gerbes, qui s'est déroulée à l'occasion de la Journée nationale de la Résistance, le 27 mai dernier à 17 h, au monument aux morts de la place Bir Hakeim à Nouméa.

Le vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie a organisé au collège de Boulari, avec deux classes de 4^e et de 3^e, une rencontre-débat sur les valeurs de la Résistance, le courage, le souci constant de justice, de solidarité, de tolérance et de respect d'autrui, rappelant aux jeunes générations l'engagement des hommes et des femmes qui se sont levés contre l'oppression et l'occupation nazies.

M. Elie Poigoune, président de la Ligue des droits de l'homme en Nouvelle-Calédonie, a évoqué devant des élèves très attentifs l'importance du respect des droits fondamentaux de l'homme et de la femme. Le Dr Jean-Paul Caillard a présenté un diaporama sur la

forte implication de ses parents résistants, M. Roberto Lunardo, secrétaire général de la France libre, a projeté un film inédit sur la première visite du Général de Gaulle en Nouvelle-Calédonie, et des photographies des lieux commémoratifs en Nouvelle-Calédonie.

Mme Véronique Mollot, réserviste citoyenne, référente de la mission Égalité filles-garçons du vice-rectorat, a souligné l'engagement des femmes dans la Résistance, et partagé un clip réalisé par des lycéens honorant une résistante et rescapée des camps, qui s'est éteinte à Nouméa en 2015, ainsi qu'un documentaire sur Rose Valland, attachée de conservation et capitaine de l'armée française qui, pendant l'Occupation, et au péril de sa vie, a pris de nombreuses notes clandestines sur les œuvres spoliées par les Allemands au Musée parisien du Jeu de Paume.

Les élèves avaient préparé ce débat en classe avec leurs professeurs, Mmes Bulcourt, Tejada, et Rieux, à la suite de la projection du film «les Héritiers» dans le cadre de l'opération «Collège au cinéma» de la direction de la culture de la province Sud et de la mission aux affaires culturelles. La professeure documentaliste du collège, a ouvert un espace dédié dans son CDI et exposé des ouvrages et documentaires sur ce thème, invitant chacun(e) à aller plus loin.

CORREZE

Le 74^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance a connu une belle mobilisation à travers toute la Corrèze. La Direction départementale avait engagé sa désormais traditionnelle action de «Connaissance de la Résistance» avec l'appui des comités de Tulle et Saint-Mexant : au cours de la semaine du 22 au 27 mai, l'exposition «Poètes et artistes de la Résistance», présentée Salle Latreille à TULLE a reçu plus d'une centaine de visiteurs venus découvrir ou redécouvrir poèmes, chants, dessins, peintures, œuvres de Résistants et Déportés ou d'artistes contemporains.

Le 27 mai, la déclaration de la direction nationale de l'ANACR était lue lors des cérémonies officielles par de jeunes lycéens ou collégiens, notamment à la préfecture par des lauréats du concours national de la Résistance et de la Déportation, à BRIVE par des élèves de l'ensemble scolaire Edmond Michelet. Partout, des gerbes étaient déposées au nom de l'ANACR aux côtés des élus et des autorités préfectorales.

À FAVARS (Comité de Saint-Mexant), une cérémonie exceptionnelle a rassemblé une centaine d'amis venus aussi des comités voisins de Tulle, Brive, Allasac, Chamboulive, Argentat, des maires du comité intercommunal et de Tulle, la Conseillère départementale du canton. Le Maire de Favars, Bernard Jauvion, rappelant l'importance du CNR et de son programme «Les Jours Heureux», devait inaugurer un square du 27 mai 1943 (photo), le deuxième désormais en Corrèze, la plaque étant dévoilée par Léon Bourgès, Résistant et des petits enfants de Résistants qui plantaient autour un camélia et un rosier. La chorale de Peuple et Culture «Retour ô 35 chœurs» interprétait le «Chant des Partisans» et « Ami dessous la cendre».

La soirée de «Connaissance de la Résistance» se poursuivait à la salle polyvalente de Favars, avec de nouveaux chants de résistance et la projection du film-témoignage du regretté Jean Maison et de ses amis, réalisé par Peuple et Culture-Tulle : «Assignés à Résistance» devant plus de 70 participants, qui se retrouvaient pour terminer la soirée autour d'un buffet campagnard convivial.

LE PIRE A ETE EVITE, LA MENACE RESTE BIEN REELLE

La France, l'Europe et pour une part le monde ont, en ce mois d'avril 2017, retenu leur souffle, l'inquiétude était grande de voir accéder à la tête de notre pays – en la personne de sa présidente – un parti porté à sa naissance sur les fonts baptismaux par des anciens de la Waffen-SS, un ancien secrétaire général du Parti collaborationniste RNP, qui est alors nommé secrétaire général de la nouvelle formation, dont Jean-Marie Le Pen devient alors le Président, avec à ses côtés des nostalgiques de l'Algérie française, voir même des rescapés de l'OAS et qui, tout au long de son histoire jusqu'à la période la plus récente, n'a cessé, au-delà de l'aggiornamento récent tenté par une partie de sa direction de manifester une hostilité xénophobe à l'égard des immigrés et affiché une proximité à l'égard de partis étrangers et régimes parfois fascisants, «au mieux» des plus autoritaires.

Cette inquiétude était confortée par des sondages préélectoraux qui, donnant jusqu'à 30% des voix au 1^{er} tour de l'élection présidentielle à Marine Le Pen, ne permettaient pas d'écarter l'hypothèse de sa victoire au second tour de ce scrutin majeur de la vie politique française ; et ce d'autant plus que les deux principaux partis politiques dont l'alternance au pouvoir a caractérisé notre vie politique depuis 1958 connaissaient – pour des raisons diverses pour l'un et l'autre – une crise interne profonde et une crise de confiance dans leur relation avec l'électorat.

Au soir du 1^{er} tour de l'élection présidentielle le 23 avril, la candidate frontiste n'ayant recueilli «que» 21,30% des suffrages la plaçant au second rang, la perspective de sa victoire au second tour devenait moins prégnante sans pour autant être totalement impossible ; d'autant plus qu'un autre candidat, ayant recueilli 4,7% des voix se ralliait à elle et acceptait d'être son éventuel premier ministre, et qu'un courant non négligeable de la formation ayant soutenu le candidat arrivé 3^e refusait d'appeler à faire barrage à l'extrême-droite, avec laquelle des proximités idéologiques (avortement, PMA, adoption, mariage pour tous, mesures «sécuritaires», immigration, etc.) s'étaient affirmées, la campagne présidentielle se radicalisant.

Dès le 24 avril, dans un communiqué, l'ANACR appelait à la vigilance démocratique : *«Le résultat obtenu le 23 avril par la candidate du Front National au premier tour de l'élection présidentielle – plus de 7 600 000 voix, plus d'1,2 million de plus qu'en 2012 – soulève une vive inquiétude, car elle traduit une progression des idées xénophobes et liberticides qu'elle professe ; inquiétude d'autant plus grande que d'autres candidats, par conviction ou surenchère démagogique à visées électoralistes, s'en sont parfois fait l'écho.*

Cette progression révèle l'ampleur de la crise morale, sociale et de la démocratie que connaît notre pays, très largement la conséquence de la remise en cause – encore accentuée cette dernière décennie – du pacte social et républicain mis en place à la Libération en s'inspirant du Programme du Conseil National de la Résistance (C.N.R.), de la remise en cause des principes de maintien de la paix, de coopération entre les nations et de solidarité entre les peuples concrétisés par la création de l'ONU en 1945.

Fidèle aux valeurs humanistes, patriotiques et démocratiques de la Résistance, ayant inspiré la lutte des Résistantes et Résistants, l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance n'a cessé, depuis sa création en 1945, de combattre la xénophobie et les résurgences du fascisme, masqué ou non, de se prononcer pour une société juste et fraternelle, pour un monde pacifique et solidaire ».

La candidate du Front National n'a pas été élue au soir du 7 mai. Pour autant le danger est-il définitivement écarté ? Tout d'abord, elle a obtenu lors de ce 2^e tour 10 638 475 voix, soit 33,9% des voix, 52,9% dans un département comme celui de l'Aisne... ! Et puis est inquiétante la contamination de la vie publique par ce qu'en son temps Le Pen, le père, avait appelé la lepenisation des esprits.

Ainsi en est-il en ce qui concerne la question de l'immigration, avec la différenciation spéculative que l'on martèle entre réfugiés politiques et réfugiés économiques : en quoi serait-il acceptable d'accueillir une famille syrienne visant à protéger la vie de ses enfants des bombes du régime syrien et de Daesh, et inacceptable de le faire pour une famille érythréenne ou malienne qui cherche à protéger la vie de ses enfants de la famine ou de la maladie, souvent plus mortelles que les bombes ? En France, le taux de mortalité infantile avant 1 an est de 3,7 / 1000, de 74,5 / 1000 au Mali... Et puis nous avons dit depuis plusieurs mois notre inquiétude à l'égard de la restriction des libertés démocratiques représentée par la pérennisation de l'état d'urgence, l'intégration programmée de plusieurs de ses dispositions dans la loi ne fait que conforter cette inquiétude.

Les Français ont élu un nouveau Chef de l'Etat et une nouvelle Assemblée nationale. L'appréciation par eux des résultats de leur action sera en 2022 une donnée essentielle pour écarter ou non – définitivement ? – la menace de l'extrême-droite, car elle reste bien réelle. L'ANACR quant à elle sera vigilante à son égard...

Pierre Martin, Président de l'ANACR

DANS NOTRE AGENDA

**LE 23 AOUT 2017
L'ANACR
RAVIVERA LA FLAMME
SUR LA TOMBE DU
SOLDAT INCONNU**

Comme chaque année, le **23 août à 18 h 30**, l'ANACR ravive la flamme sur la tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc-de-triomphe, Place de l'Etoile-Charles de Gaulle, en mémoire des Résistants tombés pour la libération de la France et la liberté de son peuple, pour abattre le fascisme et le nazisme.

On se réunira à partir de **17 h 30** avec les drapeaux en haut des Champs-Élysées, à l'entrée du souterrain du musoir.

«LIBÉRER ET FÉDÉRER»

En Zone sud, alors non occupée – elle le restera jusqu'au 11 novembre 1942 – vont naître deux mouvements de Résistance, l'un dans la Région Toulousaine, Libérer et Fédérer, l'autre dans la Région Lyonnaise, L'Insurgé, qui vont nouer des contacts puis agir de concert, allant jusqu'à quasi-fusionner. Ils émanent tous deux, au-delà de leur différences et de leur élargissement de recrutement dans la clandestinité, d'un courant politique minoritaire dans l'entre-deux guerres, celui du socialisme de gauche ou révolutionnaire. Très minoritaire aussi parmi les courants de la Résistance, celui qu'ont représenté Libérer et Fédérer et L'Insurgé, n'en a pas moins payé le prix du sang pour leur action contre l'occupant et ses complices.

La figure de Silvio Trentin, réfugié antifasciste italien, est indissociable d'un mouvement de Résistance ayant eu une réelle importance dans la Région toulousaine : «Libérer et fédérer».

Né en 1885 près de Venise, dans une famille bourgeoise, ancien combattant de la Première Guerre mondiale, universitaire et professeur de droit à l'Université de Pise, Silvio Trentin fut élu en 1919 député socialiste de Venise.

Opposant à la montée en influence du fascisme Mussolinien, empêché de donner ses cours par des groupes de fascistes s'opposant à son accès aux salles, il démissionne et s'exile en France, passant le 2 février 1926 la frontière à Vintimille avec sa famille¹, avec laquelle, s'installant à Pavie dans le Gers il exploitera un temps sans succès une petite propriété agricole. Et Silvio Trentin dut travailler comme manœuvre dans une imprimerie d'Auch.

Étant en contact politiques avec d'autres antifascistes italiens exilés en Gascogne, il écrit un ouvrage sur *La crise du droit et de l'État...* avant d'ouvrir en 1935 une librairie 46 rue du Languedoc à Toulouse, qui va devenir un lieu de rencontres, nombre de ses clients devenant ses amis. Par ailleurs, Silvio Trentin, franc-maçon, membre de la loge «La Parfaite Harmonie», va devenir l'un des responsables du mouvement «Giustizia e Libertà» («Justice et Liberté») créé à Paris en 1929 par des exilés italiens antifascistes.

En juillet 1936, il va s'engager en faveur des Républicains espagnols puis, après leur *Retirada* de février 1939, il va dénoncer les conditions désastreuses d'internement de

plusieurs milliers de réfugiés espagnols dans les camps de Saint-Cyprien et d'Argelès-sur-Mer qu'il visite. Il va faire partie du Comité d'aide aux exilés républicains espagnols.

Tout naturellement Silvio Trentin fut – comme nombre des clients de sa librairie, Français et antifascistes italiens réfugiés – choqué par la défaite française, l'armistice et l'avènement du régime pétainiste de l'Etat fran-

çais, dont la police continuera et amplifia la méfiance qu'elle manifestait avant-guerre à l'égard des immigrés, et leur surveillance.

Dès le 31 juillet 1940, l'un des «clients-amis» de Trentin, Achille Auban, ancien secrétaire des étudiants socialistes de Toulouse de 1931 à 1933 puis responsable fédéral des Jeunesses Socialistes, actif dans la solidarité avec l'Espagne républicaine qui lui décerna la Médaille de la République espagnole, employé de la mairie de Toulouse, prit l'initiative d'une réunion à la Librairie de Trentin, à laquelle participèrent Camille Soula, Paul Descours et Julien Forgues, secrétaire de l'UD-CGT et de la Bourse du Travail de Toulouse, qui s'était opposé aux Accords de Munich².

¹ Forgues participera le 26 août 1940 à Sète à une réunion clandestine de militants socialistes et syndicalistes de zone Sud en présence de Léon Jouhaux, Georges Buisson, Marius Vivier-Merle, Robert Bothereau et Louis Saillant, futur membre et président du CNR.

² Condisciple de Jean-Paul Sartre à l'ENS, germaniste, ancien chef de Cabinet du ministre de l'Éducation nationale Jean Zay en 1937-1938, Bertaux est alors professeur à l'Université de Toulouse. À la Libération en 1944, il sera nommé Commissaire de la République.

³ Jean Cassou, entré en 1926 comme rédacteur au ministère de l'Instruction publique, proche de l'écrivain espagnol Miquel de Unamuno durant son exil en France, eut entre les deux guerres une activité d'écrivain et de critique d'art en particulier espagnol. Il s'engagea dans l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires (AEAR) et au sein du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes, en faveur du Front populaire et contre la politique de non-intervention en Espagne.

⁴ L'un de ses fils, Bruno, né en 1926 à Pavie (Gers), lycéen, fut arrêté par la police en décembre 1942 et incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse pour distribution de tracts subversifs. Rentré en Italie, Bruno Trentin milita après-guerre au Parti Communiste Italien, dont il fut député de 1962 à 1972, et à la CGT italienne, la CGIL, dont il fut secrétaire général de 1988 à 1994.

LIBERER ET FEDERER

Organe du mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction de la France

Les 3 problèmes fondamentaux de la liberté dans le monde de demain



La librairie Trentin va être le lieu de rencontre d'intellectuels, de professeurs et de syndicalistes résistants tels Pierre Bertaux³, Jean Cassou⁴, Francesco Nitti... En juillet 1941, ils entrèrent en contact avec des agents de la France Libre et réceptionnèrent Yvon Morandat émissaire de Gaulle, parachuté dans la nuit du 6 au 7 novembre 1941.

Le groupe fut démantelé par la police de Vichy, qui arrêta Pierre Bertaux et Jean Cassou en décembre 1941 qui restèrent incarcérés jusqu'en juin 1943. Libérés, ils reprirent le combat.

Le 14 juillet 1942 fut diffusé le 1^{er} numéro d'un nouveau journal clandestin, «Libérer et Fédérer», qui révèle la structuration en un mouvement au nom homonyme du groupe qui s'était constitué autour de Silvio Trentin⁵, Julien Forgues...

Le journal, dont 16 numéros – pour certains avec un tirage de 20 000 exemplaires – parurent jusqu'en mai 1944, fut imprimé et tiré chez les frères Lion, imprimeurs d'autres journaux de la Résistance.

L'indépendance de «Libérer et Fédérer» à tant à l'égard du Comité d'Action Socialiste (C.A.S.) que du Parti communiste conduisit des hommes comme Jean Rous, Gilbert Zacksas, Georges Friedmann, Fernand et Adolphe Coll... à rejoindre le mouvement, et facilita le rapprochement avec le mouvement d'origine lyonnaise, «L'Insurgé» dans un «Mouvement Révolutionnaire Socialiste» qui n'eut pas un avenir à la Libération.

L'implantation de «Libérer et Fédérer» fut notable en Haute-Garonne (où le mouvement avait un petit maquis en Comminges), dans la vallée de la Garonne (en Tarn-et-Garonne, le mouvement disposait de 6 terrains de parachutage et une implantation armée), dans d'autres villes du Sud, telle Marseille.

⁵ Après la chute de Mussolini en juillet 1943, Silvio Trentin rentre en Italie en septembre, organisant la Résistance en Italie du Nord contre les Allemands et leurs alliés fascistes. Son état de santé s'étant détérioré, il mourut à Trévise d'une angine de poitrine le 12 mars 1944. Un boulevard de Toulouse porte son nom.



Silvio Trentin

«L'INSURGÉ»

C'est à Lyon que va naître et s'organiser à la fin de l'année 1941 un petit mouvement de Résistance, sous l'impulsion d'un militant socialiste et syndicaliste CGT de la métallurgie du Rhône de l'immédiat avant-guerre, Marie-Gabriel Fugère.



Marie-Gabriel Fugère

Né en 1900, Fugère avait été chef monteurrélectromécanicien à la Compagnie Electromécanique (CEM) de Villeurbanne. Ayant adhéré à la Fédération du Rhône du Parti socialiste (SFIO), il va devenir le responsable de l'ensemble des groupes socialistes d'entreprise de la métallurgie lyonnaise, regroupant alors plus de 1500 membres.

Au sein de la SFIO, Fugère va rejoindre l'un des courants de gauche de ce parti, la Gauche révolutionnaire, formée en 1935 autour de Marceau Pivert et qui se séparera de la SFIO en 1938 pour former le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP),⁶ dont Fugère sera l'organisateur de la Fédération Rhône-Loire.

La défaite de mai-juin 1940 et la division de la France en deux zones, au nord sous occupation allemande, au sud sous le contrôle du régime pétainiste, désorganiseront le PSOP, qui se désintègrera comme structure nationale ; un courant sera même un temps sensible aux sirènes et aux subsides pétainistes.

Au lendemain de l'entrevue de Montoire le 24 octobre 1940 entre Hitler et Mussolini, Fugère va entreprendre en vue de constituer en novembre 1940 un mouvement de Résistance, de rassembler sur la base de proximités d'avant-guerre des amis tels

l'avocat Pierre Stibbe, l'étudiant en droit Maurice Zevaro, l'aide-pharmacien syndicaliste de l'hôpital lyonnais de Grange-Blanche Francis Barboyon

Le 31 janvier 1941, le groupe remettra à l'ambassade des États-Unis une lettre au président Roosevelt connue sous le nom - de « couverture » de « *Lettre des Frères-maçons lyonnais à Roosevelt* », dont il entamera sa diffusion, ce qui sera la première manifestation publique du Groupe, qui va se structurer sous la direction de Fugère. Lequel adoptera le pseudonyme clandestin de « Sauvaget ».

Est mis en place à partir de fin janvier 1941 un comité central de 5 membres titulaires : Sauvaget, Barboyon, l'ouvrier serrurier Joseph Poncet, Melle Cottin et Guilho, ajusteur aux carburateurs Zenith. Viendra s'y joindre par la suite l'instituteur Julien Godard.

Faugère, qui a réussi à garder une liaison avec le « Front Ouvrier International » basé à Londres rassemblant divers partis socialistes de gauche, et à travers lui avec Marceau Pivert, va avoir la responsabilité de la mise en place de cadres régionaux, le mouvement ayant vocation à s'étendre.

Des groupes furent mis en place dans les quartiers de la Croix-Rousse -Caluire sous la direction de Louis Seurre, de Vaise, sous celle de Louise Voulat, de Lyon centre (Mascaras) et de la rive gauche du Rhône (Joseph Poncet) et dans des établissements tels la Compagnie électromécanique, Zénith, Rochet-Schneider, les usines Lumière, l'hôpital de Grange-Blanche.

Par la suite, le mouvement s'étendra dans l'Ain (Trévoux, Bourg, Miribel), à Saint-Etienne, Clermont-Ferrand (Gilles Martinet), Grenoble et Annecy, dans la vallée du Rhône (Avignon...) et le Languedoc (Montpellier, Nîmes, Béziers, Narbonne...), dans le Var, à Toulouse, où il nouera des contacts avec le mouvement « Libérer et Fédérer ».

L'Insurgé fut aussi en relation avec un groupe de passeurs espagnols dirigé par Rovida, ancien responsable du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), réfugié à Lyon.

Le numéro 1 de *L'Insurgé*, « organe de libération ouvrière et paysanne », dont le nom fut proposé par Joseph Poncet, tiré chez l'imprimeur Martinet, alias Dupont, 5 rue Mozart à Villeurbanne, et diffusé à l'intérieur de la Bourse du Travail de Lyon, parut en mars 1942 ; on peut y lire la profession de foi du groupe : « *Pourquoi l'Insurgé ? Parce que nous nous insurgons contre toutes les puissances d'oppression, quelles qu'elles soient : nazisme, fascisme, église, capitalisme, et que nous sommes résolus à opérer la transformation radicale et révolutionnaire de la société pour le bien de la guerre et de la misère des classes prolétariennes, en une société socialisante où le bonheur ne sera pas un privilège et la misère une fatalité.* »

« Nous avons conçu la Résistance essen-



tiellement dans un but d'évolution du monde ouvrier et pour la construction d'une Europe socialiste », dira Marie-Gabriel Fugère à propos de l'action de *L'Insurgé*.

Le n° 7 de *L'Insurgé* porte la mention « organe socialiste de libération prolétarienne » (septembre 1942). En novembre 1942, le n° 10 inaugure une rubrique « CGT journal, pour la liberté française et européenne, pour la reconstruction du syndicalisme mondial » qui devient, en mai 1943 avec le n° 15, « *Le Peuple syndicaliste* (fondé par des syndiqués militants de la CGT) ». Au total, 26 numéros de *L'Insurgé* furent édités dans la clandestinité.

Outre son journal, le mouvement édite des tracts, tels ceux dénonçant le S.T.O. Il réalise des faux tampons et faux papiers (cartes d'identité, de ravitaillement...), un maquis est implanté dans la région d'Annecy, un service médical fonctionne au 285 cours Lafayette à Lyon.

Des négociations en vue d'une fusion avec d'autres mouvements furent engagées - sans résultat - avec André Philip, avec Raymond Aubrac, avec un représentant de « Combat ».

Ce n'est qu'en mars 1944, que les contacts avec le mouvement « Libérer-Fédérer » de Toulouse permirent de donner naissance au « Mouvement révolutionnaire socialiste ». En avril-mai 1944 parut un journal commun : « *L'Insurgé-Libérer-Fédérer* » à Lyon (n° 24 de *L'Insurgé*) et *Libérer-Fédérer-L'Insurgé* à Toulouse (n° 15-16 de *Libérer-Fédérer*).

Marie-Gabriel Fugère ne dirige alors plus *L'Insurgé* : il a été arrêté à Montpellier le 10 septembre 1943, le mouvement ayant connu une dure répression à partir de juillet-août 1943. Il fut déporté à Buchenwald, d'où il reviendra. D'autres responsables du mouvement, arrêtés dans le même période, n'eurent pas cette chance.

Un congrès clandestin du mouvement se tint à Villeurbanne en octobre 1943, Francis Barboyon (alias « Lacroix »), secondé par Poncet (« Jean-Paul ») assura jusqu'à la Libération la parution de *L'Insurgé*.



⁶ Le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan regroupera à son origine une dizaine de milliers de militants. Marceau Pivert, qui avait par refus de la Guerre et de l'idée d'Union sacrée approuvé les Accords de Munich, se trouvait en voyage aux États-Unis et, ayant fait connaître son appui au Général de Gaulle, vivra le conflit mondial en exil aux États-Unis et au Mexique. Il gardera des liens ténus du fait des difficultés de liaison avec des anciens du PSOP tels ceux du mouvement lyonnais *L'Insurgé*.

SUZANNE BUISSON

Née à Paris le 19 septembre 1883 dans une famille de commerçants fournisseurs de marchands de mode en gros, Suzanne Lévy, passa son enfance et sa première jeunesse à Dijon, faisant des études au lycée de la ville.

Elle a seize ans quand, avec ses parents, elle vient à Paris, où elle va devoir gagner sa vie comme employée dans une maison de dentelle en gros du Sentier.

Dès son arrivée à Paris, elle fréquenta une Université Populaire, dispensant la culture et les idées sociales avancées à ceux n'ayant pu faire des études, «Le Réveil des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements», siégeant rue Marie-Stuart.

« Parmi les camarades de l'Université Populaire, a-t-elle rappelé, il y avait un des frères d'Allemane¹. Il y avait aussi Georges Weill, le futur député d'Alsace et Goudchaux, Brunshvigg, de la 10^{ème} section. Un jour, ils formèrent un groupe du P.O.S.R. J'y adhérai... »

C'est lors d'une de ces conférences de l'Université populaire qu'elle rencontrera Charles Gibault, qui deviendra son mari et avec qui elle aura une fille, Huguette.

Elle s'intéressa à la vie politique, lectrice de *l'Aurore*, elle entendit Viviani dans un meeting et, adhérente du P.O.S.R., elle s'engagea en faveur de l'unité socialiste qui se réalisa en 1905 par la fusion des différents courants du socialisme français dans la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.)

Par ailleurs, elle fut sensibilisée durant cette période aux combats du féminisme naissant, affirmant la nécessité, pour la femme, de pouvoir assurer sa propre subsistance et celle de ses enfants. Elle restera toute sa vie une ardente propagandiste des droits spécifiques de la femme et de ses droits politiques à l'égal de l'homme. Ne voyant la réalisation de ces aspirations que dans le cadre de l'avènement d'une société socialiste transformant les rapports sociaux et humains.

Mobilisé en 1914, son mari, Charles Gibault sera «tué à l'ennemi» dans les premiers mois de la guerre. Après la fin de la Grande Guerre, militante syndicale à la CGT confédérée, archivée de la Fédération nationale des syndicats d'employés, elle y fera la connaissance de son secrétaire général, Georges Buisson, qu'elle épousera, le 23 mars 1926 et qui lui donna le nom sous lequel elle est connue dans l'histoire du Parti socialiste.

Avec les trois filles de Georges Buisson, et la sienne Huguette, ce sont quatre filles dont elle aura la charge de l'éducation parallèlement à son travail et à ses activités militantes, syndicales et politiques.

Militante de la SFIO à la 18^{ème} section de Paris dès l'unité de 1905, elle lui resta fidèle en 1920, lors de la scission de Tours qui vit la naissance du Parti communiste.

Toujours militante de la SFIO, elle va y prendre des responsabilités, et deviendra permanente de la section socialiste de la Seine. Elle sera membre de la commission de contrôle du Parti socialiste de 1924 à 1930, suppléante en 1931, titulaire en 1932 puis 1935-1936 ; membre de la

commission des conflits en 1928-1929 ; membre suppléante en 1933-1934 et 1938-1939 de la Commission administrative permanente (C.A.P.), élue sur la motion Auriol en 1933 et sur la motion Blum en 1938.

Elle fut aussi longtemps secrétaire du Comité national des Femmes socialistes, et directrice de la page hebdomadaire du *Populaire*, «La femme, la militante», et participa à tous les congrès fédéraux SFIO de la Seine et à la plupart des congrès nationaux.

Propagandiste infatigable, elle sillonna la France, apportant son concours aux Jeunesses et Etudiants socialistes, à l'École socialiste (dont elle fut secrétaire générale)

Elle figura dans la délégation de la SFIO au congrès de l'Internationale Ouvrière Socialiste, à Vienne (25 juillet-1^{er} août 1931).

Fidèle au courant de la SFIO incarné par Léon Blum, elle exprima cependant en 1938 publiquement son hostilité aux accords de Munich.

Et quand, la guerre aura éclaté et que la défaite sera consommée, et alors que certains dirigeants de la SFIO, au premier rang desquels son secrétaire général Paul Faure, et des dirigeants de la CGT comme Belin et Dumoulin, se rallient au régime instaure Pétain le 10 juillet 1940, Suzanne Buisson va faire un choix opposé.

DANS LA RESISTANCE

Ayant rencontré de manière inopinée Daniel Mayer à Toulouse, le 28 juillet 1940, Suzanne Buisson, qui avec son mari partage une villa à Sète avec le dirigeant syndical Léon Jouhaux et son épouse, va faire de leur domicile, un lieu de contacts entre anciens cadres de la SFIO et de la CGT désireux de «faire quelque chose». Et quand pour trouver un travail rémunérateur pour son mari dans une coopérative – les Buisson sont sans ressources – elle doit déménager à Lyon, son domicile – un logement 2 pièces de la rue Saint-Bernard – va devenir aussi un lieu de rendez-vous de Résistants.

Ayant pu rencontrer le 14 décembre 1940, puis le 26 janvier 1941 Léon Blum dans sa prison de Bourassol, Daniel Mayer va s'engager avec son aval à la reconstitution clandestine du Parti socialiste. C'est ainsi que, le 30 mars 1941, les 8 délégués des diverses régions de la France socialiste nomment un bureau du Comité d'Action Socialiste (C.A.S.), composé de quatre membres : Félix Gouin, Lucien Hussen, Suzanne Buisson et Daniel Mayer.

Trésorière du Comité d'action socialiste de la zone sud en 1941, elle va appartenir au Bureau national du Parti socialiste quand il se réorganise en mars 1943 dans la clandestinité et, en juin suivant, elle est chargée d'assurer ses relations avec le Parti communiste.

La Gestapo s'étant emparée le 29 mars 1944, des locaux du réseau «Brutus» du



mouvement «Libération» et du Parti socialiste clandestin 85, avenue du Maréchal de Saxe à Lyon, et ayant transformé en souricière l'immeuble, où devait se réunir le 1^{er} avril le Comité directeur du Parti socialiste clandestin, il fallut chercher un autre lieu et prévenir à temps les participants, afin qu'ils ne tombent pas dans le piège tendu par les nazis.

Suzanne Buisson va, pour les intercepter avant qu'ils ne se rendent avenue de Saxe et les prévenir du danger, faire surveiller les sorties de gare et les principaux lieux de rencontres.

Le dispositif va fonctionner sauf pour un. Lucien Hussen, conseiller général et maire de Vienne avant 1940. Suzanne Buisson se souvenant qu'il allait venir à vélo depuis sa ville proche de Lyon, et de ce fait qu'il ne pouvait être prévenu, elle va, trois-quarts d'heure durant, faire les cent pas devant la maison devenue piège pour sauver la vie de son camarade qui, en la voyant faire, comprit la situation et put s'échapper.

Mais, ce manège n'échappant pas non plus aux agents de la Gestapo en planque rue de Saxe, ceux-ci vont arrêter Suzanne Buisson, qui est emprisonnée au Centre de santé du cours Berthelot, puis au Fort de Montluc

Torturée, elle ne parla pas. Transférée à Paris, elle sera ensuite déportée dans un camp de concentration en Allemagne, où l'on perd sa trace.

À la Libération, l'Union des Femmes Françaises (U.F.F.) placera les travaux de son 1^{er} congrès tenu en juin 1945 sous le patronage de trois héroïnes de la Résistance : Danièle Casanova, Berty Albrecht et Suzanne Buisson.

¹ Jean Allemane fut le dirigeant du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (POS), qui se fonda avec le courant marxiste de Jules Guesde et d'autres dont celui des socialistes indépendants de Jean-Jaurès dans la SFIO.

DES PLANS POUR LA LIBERATION DE LA FRANCE

Le débarquement anglo-américain – «l'Opération Torch» - le 8 novembre 1942 en Afrique du Nord - Maroc et Algérie, alors (avec la Tunisie) sous contrôle de l'Etat Français pétainiste, modifie l'équilibre stratégique entre les forces de l'Axe et les Alliés non seulement en Méditerranée occidentale mais aussi plus largement sur le front occidental européen.

Après une offensive menée par les Alliés du 1^{er} décembre 1942 au 13 mai 1943 en Tunisie les forces germano-italiennes, sont contraintes de se replier en Italie. A partir de juillet 1943 est entamée la conquête de la Sicile, prélude à celle de l'Italie continentale qui débutera le 3 septembre suivant.

Mais, le succès de l'«Opération Torch» va conduire les Alliés à approfondir une réflexion sur les conditions, le

lieu et la date d'un débarquement sur la côte Ouest de l'Europe occupée ; celle de la France apparaissant comme offrant, du Pas-de-Calais au Cotentin, les meilleurs sites pour l'opération ;

Pour autant, avant sa mise à exécution, de multiples questions vont devoir être réglées : la définition des objectifs, militaires mais aussi politiques car se posera le problème de l'administration des territoires libérés ou conquis, d'énormes problèmes logistiques, de coordination entre les armées américaines et britanniques, ainsi qu'avec les autres forces qui seront impliquées, dès lors que le débarquement entrera dans sa phase opérationnelle ; en premier lieu celles de la France combattante, et celles de... la Résistance française.

Du 14 au 24 janvier 1943, le Premier ministre Britannique, Winston Churchill, et le Président américain, Franklin Delano Roosevelt, tiennent au Maroc, à l'Hôtel Anfa de Casablanca, une conférence interalliée, connue sous le nom de «conférence d'Anfa» ou sous celui de «conférence de Casablanca».



De gauche à droite, Giraud, Roosevelt, de Gaulle, Churchill lors de la conférence d'Anfa.

Lors de cette conférence, qui aborde les projets de débarquements en Sicile et Italie, l'aide à apporter à l'URSS, le rapprochement – imposé par les deux alliés – entre Giraud et de Gaulle, qui conduira la formation d'un Comité Français de Libération Nationale (CFLN), va être décidée la mise en place d'une structure chargée d'examiner la planification d'actions sur les côtes européennes occidentales pour soulager les fronts italien et soviétique, en immobilisant près de ces côtes des forces allemandes et, à moyen terme – pour 1944 – celle d'un débarquement massif de forces alliées sur ces côtes.

A cette fin, un poste de chef d'état-major - «Chief of Staff to Supreme Allied Commander» (COSSAC) – est créé, et est confié au général britannique Frédéric E. Morgan, avec pour adjoint un général américain, Ray Barker.

Lors de sa première réunion le 17 avril 1943, ayant connaissance des enseignements de l'échec¹ de l'«Opération Jubilee», à savoir le débarquement-test le 19 août

1942 à Dieppe de 5 000 Canadiens, 1 125 Britanniques et de 15 commandos des Forces Navales Françaises Libres, le COSSAC va définir trois grands principes : la zone de débarquement éventuel doit se situer dans le rayon d'action des forces aériennes alliées basées au sud de l'Angleterre, c'est-à-dire entre Cherbourg et Knokke, à la frontière belge-neerlandaise, les plages potentiellement retenues doivent être suffisamment larges pour permettre le débarquement et la manœuvre des troupes et matériels, et la capture à court terme d'un port à grande capacité est nécessaire.

Une étape importante va être franchie lors de la conférence «Trident», qui réunit à nouveau – du 12 au 27 mai 1943 à Washington – des délégations britannique et américaine, conduites respectivement par Churchill et Roosevelt. Outre d'autres aspects du conflit, telle l'aide à apporter à la Chine contre le Japon, la Conférence va border l'ouverture du Second front à l'Ouest en programmant l'invasion de la France pour mai 1944, ce délai d'un an étant jugé nécessaire pour rassembler les troupes, produire les matériels de débarquement et établir dans le détail les plans.

Le 25 mai, alors que la conférence s'achève, le COSSAC est averti que la date retenue pour le début de l'Opération est le 1^{er} mai 1944.

Une nouvelle conférence («Conférence Quadrant») va rassembler à Québec du 17 au 24 août 1943 Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et le Premier ministre canadien William L. Mackenzie King.

A son issue furent prises les décisions de poursuivre et intensifier les campagnes de bombardement sur l'Allemagne ainsi que la concentration des forces et des moyens britanniques et américains nécessaires à une offensive en France.

Sur le théâtre d'opérations italien, l'objectif affirmé est d'obtenir la capitulation italienne suivie de son occupation militaire ainsi que de celle de la Corse.

L'année 1943 s'achèvera sur une autre conférence interalliée, du 28 novembre

au 1^{er} décembre 1943 dans la capitale iranienne, Téhéran. Les «Trois grands», Churchill, Roosevelt et Staline vont y acter des décisions importantes pour la suite de la guerre.

LA PHASE CONCRÈTE

Le Débarquement à l'Ouest est confirmé en France, en Normandie dans la période mai-juin 1944, Staline et Roosevelt ont rejeté le projet de Churchill d'une offensive en Méditerranée et dans les Balkans. Par ailleurs, la conférence de Téhéran adopte le principe d'un démembrement de l'Allemagne, le partage de l'Europe en zones d'influence et un glissement des frontières polonaises tant orientales qu'occidentales vers l'Ouest.

Concernant le débarquement à l'Ouest, il est convenu qu'une opération synchronisée avec celle de Normandie aura lieu dans le Sud de la France en utilisant les moyens de débarquement disponibles en Méditerranée occidentale, et que les forces soviétiques lanceront une offensive simultanée afin d'empêcher le transfert vers l'Ouest d'unités allemandes engagées sur le Front Est.

Dès lors, les préparatifs de ce débarquement à l'Ouest entrent dans phase très concrète ; se posent évidemment le problème des moyens humains et matériels à rassembler en Grande-Bretagne, où, 1,4 million de soldats américains seront présents en mai 1944, aux côtés des troupes britanniques, canadiennes et autres alliées.

Se pose aussi le problème de la coordination militaire – et politique – de toutes les forces et structures qui vont être impliquées dans ce que l'histoire retiendra sous le nom de code qui lui a été donné, par le Haut-commandement allié : l'«Opération Overlord»...

Le débarquement ayant lieu en France se pose la place qu'auront à prendre dans la bataille les Forces de la France combattante présentes en Grande-Bretagne et celles, en France même, de la Résistance.

¹ Le corps expéditionnaire allié aura 1 500 tués et 3 000 blessés ou prisonniers.

Le 22 Janvier 1944, le général François d'Astier de la Vigerie, nommé le 3 juillet 1943 par le général de Gaulle - ayant quitté Londres pour Alger - commandant des forces militaires françaises en Grande-Bretagne, puis le 16 octobre commandant supérieur des troupes françaises en Grande-Bretagne, et à partir de décembre 1943, Délégué militaire à Londres du COMIDAC (Comité d'Action en France du Comité Français de Libération Nationale), vient offrir au général Eisenhower le concours de la France combattante dans la préparation des opérations offensives menées à partir de la Grande-Bretagne. Il est bien accueilli, mais l'accord de principe se fera attendre... jus qu'au 18 mars.

Entre-temps, le général d'Astier avait pris contact le 10 février avec le général Montgomery, qui lui posa la question de «savoir si un ordre, donné par nous à la Résistance pour une mission commandée par le commandement allié serait transmis dans un délai utile».

Les services secrets de la France libre avaient de fait anticipé cette question en mettant en place dès avril 1943 un «Bloc opérationnel» pour assurer les transmissions et liaisons avec la Zone Nord, qui va être précisément, un an plus tard, celle où va s'opérer le Débarquement ; en février 1944, ce Bloc opérationnel est dirigé par Maurice Duclos (alias Saint-Jacques).

Et durant l'été et l'automne 1943, le BCRA, qui après avoir absorbé les services spéciaux giraudistes devient la «Direction Générale des Services Spéciaux» (DGSS), a travaillé sur la mise au point de plans d'action à mettre en œuvre par la Résistance intérieure dans la période précédant immédiatement le débarquement et le suivant, dont les noms changeront parfois tels le «Plan Tortue» qui deviendra fin mai 1944 le «Plan Bibendum» de paralysie des infrastructures routières, le «Plan Vert» de sabotages des voies de chemin de fer, le «Plan Violet» de destruction des lignes téléphoniques à longue distances, le «Plan Bleu» de mise hors service des lignes haute tension... etc.

De son côté, le Special Operations Executive (SOE) britannique a entamé une réflexion parallèle ; et se posera au printemps 1944 le problème de l'harmonisation des deux démarches.

L'un des principaux problèmes rencontrés pour l'intégration de la Résistance dans les plans de débarquement est son sous-équipement en armements, en volume global, parfois aggravé par des discriminations entre les différents mouvements de Résistance, les FTP étant souvent victime d'un ostracisme. En septembre 1943, le Comité des chefs d'état-major britanniques s'était refusé à armer la Résistance française, estimant que la configuration du pays ne permettrait



A gauche le général Koenig, chef de l'EM-FFI de Londres, à droite, le (futur) général Joinville, chef de l'Etat-major national FFI (EMN-FFI) sur le sol national

pas de fixer des divisions ennemies comme dans les Balkans. Au 31 décembre 1943, la masse cumulée des parachutages en France n'atteignait pas 1 000 tonnes, dont pour les deux tiers des grenades et des explosifs (pour les sabotages).

Le 27 janvier 1944, Churchill, face aux demandes expresses du général d'Astier, prendra la décision d'accroître et d'accélérer les livraisons d'armes. Ainsi, plus de 13 000 tonnes d'armes permettant d'équiper 425 000 hommes seront parachutées par la R.A.F. et les Américains entre février et fin septembre 1944 ; cependant, les 3/5^{èmes} ne seront larguées qu'après le débarquement et même après le 20 juin, alors que les maquis ont à cette date déjà reçu du commandement allié - depuis parfois plus de deux semaines - des messages de la BBC les mobilisant voire leur demandant de passer à l'action militaire contre les formations allemandes en mouvement.

La préparation du Débarquement va intégrer, de la part des Alliés anglo-américains - ils ont, sans y admettre des Français, constitué un «Etat-major des forces spéciales» (SFHQ), chargé des opérations clandestines en France... - des préoccupations militaires, stratégiques mais aussi politiques de contrôle des territoires conquis.

De même, le GPRF va avoir bien évidemment la préoccupation de la libération du territoire national de l'occupation nazie et la participation des Français - tant de la France combattante que de la Résistance intérieure - à cette libération, mais en ayant aussi le double souci d'affirmer la souveraineté française face aux Alliés sur le sol national libéré ; et la prééminence du GPRF que préside de Gaulle par rapport aux instances de la Résistance intérieure dont le Conseil National de la Résistance (CNR) est l'expression.

Les délégués militaires régionaux (DMR) mis en place à partir de septembre 1943 par le BCRA vont avoir cette double mission. Théoriquement, la mise en œuvre des différents «Plans» - notamment le «Rouge» d'insurrection généralisée - devra se faire à leur signal et s'exécuter sous leur autorité.

BUREAU CENTRAL DE RENSEIGNEMENT ET D'ACTION (BCRA)

Lorsque la France Libre se forme à Londres à l'été 1940, un 2^{ème} bureau de l'état-major est créé dont la direction est confiée par le général de Gaulle au capitaine André Dewavrin, le futur Passy.

Le 1^{er} avril 1941, ce 2^{ème} Bureau devient le Service de renseignements (SR), divisé le 10 octobre suivant en 4 sections (renseignements, action, évasion, chiffre) auxquelles est jointe le 16 décembre une section de contre-espionnage. Le 17 janvier 1942, le SR deviendra le «Bureau central de renseignements et d'action militaire» (BRAM) ; il perdra durant l'été suivant le M et sera désormais connu sous le nom de BCRA, dont les effectifs passeront de 23 personnes en novembre 1941 à 421, dont 73 officiers début 1944.

Après le débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942 et la mise en place du général Giraud à la tête du «Haut-commissariat de la France pour l'Afrique», puis du «Commandement en chef français civil et militaire», disposant de l'Armée d'Afrique mais aussi de services spéciaux sous la direction du général Ronin, le problème de leur dualité avec ceux de la France libre est posé ; et lorsqu'est formé le 3 juin 1943 le «Comité français de libération nationale» (CFLN), coprésidé un temps par de Gaulle et Giraud, celui de leur fusion devient inévitable.

Elle se réalise fin novembre 1943, avec la mise en place de la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS) avec à sa tête le gaulliste Jacques Soustelle, assisté d'André Dewavrin (Passy). Les deux antennes d'Alger (BCRAA) et de Londres (BRAL) seront respectivement dirigées par André Pélabon et André Manuel. De fait, la fusion ne deviendra réellement effective qu'au printemps 1944, la phase active de préparation du débarquement est alors bien avancée.

Le 24 avril 1944, est formé un état-major fusionnant le «Bloc Opérationnel» (Opération) et le «Bloc Planning» (planification, placé sous la direction du commandant Combaux, principal concepteur du Plan Violet) dans un seul organisme, l'état-major national FFI, placé sous l'autorité du colonel «Vernon» (Henri Ziegler) avant que le général Koenig n'en prenne la direction ; et le commandement, en ce qui concerne les opérations en France, de tous les services d'action alliés, notamment ceux issus des sections F - elle a formé en France 95 réseaux - et RF du Special Operations executive (S.O.E.) britannique.

LE PLAN «BIBENDUM»

«*Il fait chaud à Suez*». Ce message «personnel», diffusé dans la nuit du 5 au 6 juin par la B.B.C. à destination de la Résistance en France, lance la mise en œuvre généralisée d'un plan mis au point à Londres dès la fin de l'été 1943 sous le nom de «Plan Tortue»; parfois aussi appelé «Plan anti-Panzer».

Destiné à entraver, le débarquement allié ayant commencé, l'arrivée de renforts allemands – en premier lieu blindés – sur le théâtre d'opérations, le Plan «Tortue», nom plus évocateur quant à sa mission que celui de «Bibendum» adopté fin décembre 1943 et employé au printemps 1944, doit se concrétiser par la multiplication des obstacles mis au déplacement des divisions de Panzer vers le front : destructions de ponts, arbres abattus au travers des routes, dispersion de crève-pneus, modifications de signalisation routière, etc.

Le 13 septembre 1943, le BCRA envoie en France comme responsable national du «Plan Tortue» André Rondenay¹, avec pour adjoint Noël Palaud («Artilleur»).

Profondément remanié au fil des mois, le Plan Tortue/Bibendum sera étendu à une zone plus large; signé en avril 1944 pour le BCRA par André Manuel, adjoint de Passy, il fut aussi approuvé par le SOE.

Devant s'appliquer à 15 départements du nord et de l'ouest de la France, potentiellement concernés par un débarquement et répartis en 4 zones : «TN» (Nord et Pas-de-Calais), «TC» (Seine-Inférieure, Somme, Oise, Aisne, Eure), «TS» (Orne, Sarthe, Mayenne, Calvados, Manche) et «TO» (Morbihan, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord), ce plan vise à la formation d'équipes harcelant les Allemands dès le début du débarquement et à la constitution de dépôts clandestins d'armes et explosifs nécessaires à sa mise en œuvre.

En avril 1944, le dispositif est structuré dans les 15 départements du Nord-Ouest sous la direction de Paul Grenier² (par ailleurs membre de l'ORA).

Dans la zone, le plan Bibendum s'appuie pour sa mise en œuvre sur

plusieurs réseaux et groupes locaux de la Résistance intérieure tels ceux que dirigeant en Mayenne Joseph Brochard et dans l'Orne André Mazzeline, ainsi que sur celui que Jacques Foccart («Bilot») a créé à la lisière de l'Orne et de la Mayenne et qui, avec un PC installé à Rânes dans l'Orne et un centre de liaison installé à Ambrières-les-Vallées en Mayenne, va être connu sous le nom de «Réseau Action-Tortue Foccart».

Ce réseau subdivisé en six groupes (basés à Rânes, Ambrières, Couesmes, Ecouché, Putanges), va agir dans ce qui va devenir la zone arrière du front du débarquement. Un herbage d'une ferme de Rânes va devenir le terrain de parachutages *Lé-vite*, deux tonnes d'armes y seront parachutées dès janvier 1944; deux autres terrains, à Athis et Berjou, seront utilisés pour la réception des armes antichars; dans la nuit du 7 au 8 avril, 15 containers seront reçus.

Selon un rapport sur la mise en œuvre du Plan «Tortue» dans la zone, «*la majeure partie de ses cadres sont en place. Une inspection aux environs du 15 avril permettra de faire le point sur l'Organisation, les ressources en matériel et de se faire une idée sur la valeur de ses chefs*».

En avril 1944, lorsque Paul Grenier succédant à Rondenay est nommé chef national du «Réseau Tortue/Bibendum», la direction du bloc sud (TS) de la zone Nord-Ouest est confiée au commandant Régis des Plas, avec pour adjoint Jacques Foccart, dont les relations avec André Mazzeline, chef départemental FFI de l'Orne seront difficiles.

L'adversaire ne restera pas inactif: infiltré par un agent français de la Gestapo, le réseau Action-Tortue-Foccart va être affecté par de nombreuses arrestations effectuées entre le 10 et la fin mai 1944, Régis des Plas est arrêté à Fiers le 22 mai. Sur les 1 700 agents du Plan dans les 4 zones, il y aura 500 arrestations, une centaine de tués.

Pour ce qui est de l'efficacité du «Plan Tortue/Bibendum» deux exemples: la 9^e SS-Panzerdivision (Pzd) «*Hohenstaufen*», partie de Pologne le 12 juin, rejoindra la Lorraine – distante de 1 400 km – le 16 juin, et n'arrivera à Alençon – distante de seulement 600 km de Nancy – que le 25 juin...



À g. André Rondenay, à d. Paul Grenier.

Stationnée dans la Région d'Amiens, la 2^e Pzd de la Wehrmacht («Trident») mettra une semaine pour rejoindre le front!

Quant à la 2^e SS-Pzd «Das Reich», stationnée dans la région de Montauban, elle reçoit le 8 juin l'ordre de se mettre en mouvement par échelons vers le Front de Normandie distant de 600 km: ses premiers éléments, partis ce même jour, n'arriveront que le 16 juin à l'arrière du front, les derniers éléments ne l'atteindront que fin juin-début juillet. Hélas, la «Das Reich» aura accompagné son repli de massacres de masse de civils, comme à Argenton-sur-Creuse, Tulle, Oradour-sur-Glane. À l'actif du Plan Bibendum, plus de 5 000 résistants ont dynamité dans les jours qui ont précédé ou suivi le débarquement, plus de 500 ponts routiers, placé plusieurs centaines d'obstacles (arbres abattus...) sur les routes...

Parallèlement, les forces de la Résistance ont, selon un rapport établi par Paul Grenier, harcelé les unités allemandes en mouvement vers le front de Normandie et détruit plus de 500 camions, 21 chars dont plusieurs «Tigre», 20 autochenilles, et capturé 2 autotancans, 64 canons antichars et... un millier de prisonniers.

¹ Né en 1913, polytechnicien, André Rondenay, fait prisonnier dans les Vosges le 20 juin 1940, s'évadera le 19 décembre 1942 après plusieurs tentatives infructueuses d'un Oflag de Lübeck et regagnera la France. Franchissant la frontière espagnole le 25 janvier 1943, un temps interné en Espagne où il rencontre André Boulloche et Noël Palaud, lui aussi prisonnier évadé, il arrive – via le Portugal – à rejoindre avec eux l'Angleterre le 4 avril suivant et s'engage sous le nom d'André Claude dans les FFL. Affecté au BCRA, il est déposé en France le 13 septembre 1943 par un Lysander pour la mise en place – sous les pseudonymes de Jarry et Lemniscate – du Plan «Tortue», avec pour adjoint Noël Palaud. En

février 1944, il remplace comme Délégué militaire régional (DMR) en Région parisienne André Boulloche, arrêté le 12 janvier; en avril 1944, il est nommé Délégué militaire Zone Nord. Et prend contact avec la Résistance des PTT et avec celle des cheminots pour la préparation de la mise en œuvre des plans Violet et Vert. Le débarquement commencé, il rejoint les maquis de l'Aube, de l'Yonne et de la Nièvre. Arrêté par les Allemands le 27 juillet 1944 lors d'une mission à Paris, il sera fusillé à Domont (actuel Val-d'Oise) le 15 août suivant. Compagnon de la Libération.

² Paul Grenier, né en 1914, Saint-Cyrien, fait prisonnier en juin 1940, s'évade en janvier 1943 et regagne la France. Il rejoint l'O.R.A. dont il devient en septem-

bre 1943 chef d'état-major de la région D2 (Haute-Saône, Doubs, Territoire de Belfort, nord-Jura. Pour échapper à la répression, il gagne Paris à la mi-février 1944. Le 1^{er} avril 1944, sous le pseudonyme de «Max», Paul Grenier prend, après l'arrestation de Noël Palaud, la direction jusqu'au 21 mai de la préparation du «Plan Tortue/Bibendum» pour les 15 départements des secteurs Nord et Ouest. Le 22 mai 1944, par ordre de l'état-major du général Koenig, il rejoint son poste de commandement à la Ferté-Macé pour remplacer Régis des Plas, commandant de la zone TS arrêté; il y sera blessé par une mine le 25 juin. Resté dans l'armée, il se tuera dans un accident de voiture en service commandé le 4 mai 1945 à Mulhouse. Compagnon de la Libération.

LE PLAN «VERT»

«Les dés sont sur le tapis». À la réception de ce message diffusé par la BBC le 5 juin, les Résistants de Basse-Normandie dynamitent les principales lignes de chemin de fer de la zone, Paris-Cherbourg et Paris-Granville. C'est la mise en œuvre du «Plan Vert».

Le «Plan Vert» (actions contre les chemins de fer), préparé à Londres par le BCRA dès le printemps de 1943, en liaison avec le mouvement Résistance-Fer, avait été établi initialement sans définition d'un lieu précis lieu de débarquement, il dut être révisé et complété, il visera en premier quelques 300 points sensibles difficiles à bombarder.

Parallèlement, en France occupée, la Résistance a réfléchi sur la généralisation des destructions du réseau ferré utilisé par l'Occupant, qui ont été effectuées de manière croissante depuis 1941. Ainsi, René Hardy¹, ancien régulateur du trafic à Paris-Montparnasse, et Max Heilbronn², gendre du fondateur des Galeries Lafayette – qui ont été «aryanisées» – et ingénieur de formation, ont, dès mai 1943, mis au point un «Plan général des opérations militaires à effectuer au jour J sur le chemin de fer». Il sera dactylographié sur du papier... vert.

Les sabotages de voies ferrées avaient commencé de manière peu fréquente dès 1941, s'étaient accrus en 1942³ et encore plus depuis le début de l'année 1943. La moyenne mensuelle des sabotages qui est de 60 en 1942 va s'élever à 136 au premier semestre 1943, puis à 514 au second, et atteindra 1 080 début 1944.

Ces actions de sabotages sont souvent effectuées par de petits groupes locaux de Résistance, tel celui du dépôt d'Hirson ou celui du groupe du commandant Raynal constitué de cheminots du service Traction du dépôt de Verdun, constitué le 1^{er} novembre 1943.

Le 16 décembre 1943, avec à son bord de nombreux permissionnaires allemands, le rapide Marseille-Paris, saute – la voie ayant été dynamitée par la Résistance – non loin de Neuville-sur-Saône, à une quinzaine de kilomètres de Lyon ; parmi les victimes, un célèbre truand marseillais devenu agent de la Gestapo, Paul Carbone, l'un des personnages ayant inspiré en 1970 le film *Borsalino*.

De 1941 à 1944, on aura enregistré : 4 208 sabotages par explosifs, 1 392 déraillements, 1 812 sabotages divers. De 1942 à 1944 sont détruits 2 709 locomotives, 1 721 voitures, 10 591 wagons.

À ces coupures de voies ferrées par explosif vont s'ajouter celles réalisées par déséclissages et détirefonnements préconisés par le «Plan Vert» qui désolidari-

sent les rails entre eux, et avec les traverses sur lesquelles ils sont posés. Et, à partir du printemps 1944, les destructions sabotages vont s'étendre de manière généralisée aux ouvrages d'art, aux locomotives, aux systèmes de signalisation aux dépôts de matériels, ainsi que – c'est le «PLAN GRENOUILLE», annexe du Plan Vert – aux grues de levage de secours, aux plaques ou ponts tournants, dont les galets peuvent être détruits à l'explosif...

Dans les 24 heures suivant le D. Day la quasi-totalité des coupures de voies ferrées prévues par le «Plan Vert» est réalisée par des équipes de sabotage déjà aguerries et qui ont reçu une liste d'objectifs, un manuel décrivant les techniques à utiliser. Elles se sont appuyées sur le N.A.P.-fer/Résistance-fer, sur les cheminots de la CGT clandestine et les FTP, et ont souvent reçu le concours de groupes locaux de Résistance ; lesquels peuvent être à l'initiative d'opérations non inscrites au départ dans le «Plan Vert».

Les plans de sabotage ne se limitent pas aux zones proches du théâtre d'opération, mais portent sur l'ensemble du réseau ferré, y compris au-delà de l'ancienne ligne de démarcation : 600 déraillements eurent lieu hors du front, 1 800 locomotives et 6 000 wagons furent immobilisés en juin et juillet 1944. Jusqu'à la libération de l'essentiel du territoire, aucun train, dans les zones contrôlées par l'occupant contraint à la retraite, ne pourra effectuer de longs trajets sans interruption(s), du fait des coupures de voies et des sabotages.

Selon un rapport du service des Gardes des Communications⁴ rendant compte des attentats commis contre les chemins de fer en juin 1944, «945 attentats (ont eu lieu) sur l'ensemble du territoire français, à notre connaissance, du 1^{er} au 30 juin 1944 ; en principe une moyenne de 20 à 30 attentats par jour.



Périodes particulièrement chargées : le 5 juin : environ 10, le 6 : environ 55, le 7 : 90, le 8 : 80, le 9 : 50, le 10 : 45. Enfin une moyenne de 25 par jour jusqu'à la fin du mois». Ainsi, en Seine-et-Marne, la

¹ Ainsi le 16 avril 1942, vers 3 h 40, un train de nuit de permissionnaires allemands dérailla sur la ligne Paris-Cherbourg à 17 km de Caen, suite à un déboulonnage de rails. Il y a 28 morts et une trentaine de blessés.

² Cf. Max Heilbronn (avec Jacques Varin) : *Galeries Lafayette-Buchenwald-Galeries Lafayette*. Economica 1989.

³ Cité par Christian Bachelier : «La SNCF sous l'Occupation allemande, 1940-1944», IHTP/CNRS, 1996.

mise en œuvre du «Plan Vert» va conduire à l'exécution de 16 sabotages concernant les voies ferrées et le trafic ferroviaire entre le 6 juin et le 10 juin 1944, à 7 autres entre le 11 juin et le 20 juin, 6 entre le 21 juin et le 30 juin, 25 jusqu'au 31 juillet. La ligne Paris-Soissons sera sabotée à trois reprises en juin 1944, les voies ferrées le seront aussi ce même mois au Mesnil-Amelot. Un train chargé de tanks et de matériel de guerre déraillera près de Saint-Martin-des-Champs le 11 juin 1944, la ligne de chemin de fer Paris-Vitry-le-François sera sabotée en juillet 1944. Des explosifs sont posés sur la ligne Paris-Sézanne et un train allemand dérailla à Saint-Siméon le 22 août 1944, ce même mois, un train allemand est délesté de son chargement en gare de Mortcerf.

Le Délégué militaire régional (DMR) de la Région M (Normandie sauf Seine-inférieure, Bretagne, Pays-de-Loire) estime dans un rapport envoyé à Londres que «tout le plan Vert a été parfaitement exécuté», et que «les coupures sont entretenues», le DMR de la R6 (Auvergne et partie sud du Cher) qualifie le Plan Vert de «succès» complet, Paul Leisten-schneider, DMR en R1 (Rhône-Alpes), affirme que le plan Vert a été exécuté à 90%, les lignes Lyon-Modane, Poligny-Bourg, Lyon – Chalon-sur-Saône sont coupées jusqu'au 20 juin, Grenoble est isolée, la ligne Paris-Marseille enregistre des retards de 6 à 12 heures. 820 locomotives sont endommagées. Quant aux voies ferrées remises en état, elles subissent très vite de nouvelles coupures. Le réseau ferré est frappé début juin 1944 par 1 284 bombardements alliés, qui anéantissent 29 des 53 gares de triage...



Selon le 21^e Groupe d'armées britannique débarqué en Normandie, l'action de la Résistance aurait retardé en moyenne de 48 heures l'arrivée des troupes allemandes au contact de la tête de pont alliée.

Les cheminots français ont payé un lourd tribut pendant la Seconde Guerre mondiale : 807 ont été fusillés, environ 1 200 ont été déportés pour actes de sabotage ou pour faits de résistance (1 157 moururent en déportation) et 2 361 ont trouvé la mort dans les mitraillages ou les bombardements alliés.

Les Gardes des communications, créés en janvier 1941 en Zone sud et étendus à la zone Nord en mars 1942, sont des garde-voies. Seront astreints à y servir à partir d'avril 1943 de 19 heures à 8 h 30 les hommes de 18 à 50 ans des communes limitrophes des voies de chemin de fer. Ils seront armés de fusils et pistolets.

¹ René Hardy sera gravement mis en cause dans l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943.

² Cf. Max Heilbronn (avec Jacques Varin) : *Galeries Lafayette-Buchenwald-Galeries Lafayette*. Economica 1989.

LE PLAN «VIOLET»

«Les plus désespérés sont les chants les plus beaux», «La parole est d'argent, le silence est d'or», «le colonel leur a coupé le sifflet»... Ces messages, diffusés par la B.B.C. dans la soirée du 5 juin 1944, lancent la mise en œuvre du «Plan Violet» de destruction des lignes téléphoniques afin d'interrompre les communications de l'ennemi dans la zone immédiate du Débarquement, et l'étendent à travers la France.

Ainsi sont coupés les câbles partant du Mont Pinçon, situé à 30 km au Sud-Ouest de Caen et où les Allemands avaient installé un poste de radioguidage à ondes courtes pour la Luftwaffe, de même que ceux reliant Cherbourg à Brest, l'état-major du LXXXIVe Korps à Saint-Lô à celui de la 91^e Infanterie-division à Valognes, ainsi que Jersey à Saint-Lô.

7 coupures majeures ont été effectuées le 6 juin 1944, 32 le seront le lendemain. Sont coupés les câbles reliant les blockaus de la côte aux centraux allemands de Bernay et du château de Basly ; la liaison souterraine Basly-Bernay est interrompue, les lignes Caen-Vire et Caen-Saint-Lô sont coupées.

Dans la Manche, les résistants coupent les câbles des Lignes Souterraines à Grandes Distances (LSGD), supprimant les communications entre Cherbourg et Le Mans, Carentan et Villedieu-les-Poêles, Saint-Lô et Avranches ; il en est de même pour les lignes aériennes qui subissent le même sort. Ainsi privé de la quasi-totalité de ses relations avec les points de défense côtiers, le central allemand de Saint-Lô devient inopérant...

Dans les Côtes-du-Nord (Armor), à proximité de la zone du Débarquement, 14 lignes téléphoniques sont coupées du 6 au 10 juin, 36 du 11 au 20 juin, 18 du 21 au 30 juin, 21 du 1^{er} au 15 juillet, 23 du 16 au 31 juillet...

La mise en œuvre du «Plan Violet» s'est élargie sur le plan géographique bien au-delà de la zone immédiate du Débarquement. Ainsi, à la réception du message – diffusé lui aussi ce 5 juin au soir par la BBC – qui leur est spécifique, **«les tomates doivent être cueillies»**, les Résistants bourguignons vont s'en prendre au réseau téléphonique spécifique de la SNCF, aux lignes téléphoniques PTT secondaires autour de Saulieu, de Châtillon, de Pouilly-en-Auxois, couper au nord de Dijon la ligne aérienne Paris-Dijon, ainsi qu'en deux endroits, au nord et au sud de Dijon, le câble souterrain Paris-Marseille.

En Lozère, où l'adaptation du «Plan Violet» a été ratifiée le 2 avril 1944, les poteaux téléphoniques PTT sautent dès le 6 juin peu avant Saint-Chély-d'Apcher, le 8 juin les bureaux des PTT d'Aumont et de Marvejols sont occupés et les lignes sont cou-

pées. À plusieurs reprises, ces deux bureaux ainsi que ceux de Florac et ceux de Malzieu-ville sont réoccupés ou occupés, avec les coupures de lignes afférentes. A la fin du mois de juin, quasiment toutes les lignes téléphoniques et télégraphiques de Lozère sont coupées ou détériorées, une seule ligne télégraphique fonctionne encore entre Mende et Vichy, où la structure gouvernementale pétainiste en voie de désorganisation restera en place jusqu'à la mi-août.

Avec le concours de plus en plus contraint par les Allemands des agents des PTT, des réparations sont certes effectuées, mais le renouvellement et la multiplication des opérations de la Résistance – au sein de laquelle sont nombreux les agents des PTT – vont les rendre aléatoires. Dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, les circuits téléphoniques aboutissant à Mende sont coupés par 3 équipes composées d'agents des PTT aux tunnels de Balsièges et de Badaroux ; les sabotages se poursuivront à travers le département durant tout juillet 1944.

Début août, seul des sept circuits PTT prélevés pour ses besoins par la Wehrmacht, fonctionne encore celui reliant Mende à Rodez : il sera saboté par des agents des PTT le 8 août, isolant Mende de Rodez et Montpellier, le 15 août le central téléphonique de Mende est définitivement neutralisé...

Ces actions de coupure qui se sont généralisées à travers la France – les lignes de télécommunications convergeant vers Lille, Paris, Lyon, Dole, Le Mans, Orléans, Bordeaux... sont sabotées par des agents des PTT – ne sont pas la seule contribution des agents des PTT à la facilitation des opérations de débarquement et de libération du territoire national.

Ainsi en Lozère – il en sera de même dans d'autres départements – ils effectuent comme en Haute-Lozère des écoutes des communications allemandes ou de l'administration pétainiste, ils vont aussi créer des liaisons téléphoniques spécifiques et sécurisées pour la Résistance, notamment entre Florac, le Pont de Montvers et Vialas, entre Florac et le Collet de Dèze, une liaison directe Gandrieu-Lanogogne est créée pour le maquis, des télégrammes secrets sont transmis entre Mende et le centre régional de la Résistance PTT à Montpellier...

En Ile-de-France, lors de l'Insurrection libératrice de juillet-août 1944 en premier lieu de Paris, où est installé l'état-major

du colonel Rol-Tanguy dans les catacombes, les agents des PTT mettent en place à son service un réseau de communications spécifique sécurisé.

Un aspect particulier et même essentiel de l'exécution du «Plan Violet» va concerner plus particulièrement les lignes souterraines à grande distance, les LGSD (16 000 km), en particulier celles reliant les services allemands et la Wehrmacht à Berlin via l'Alsace-Lorraine annexée, telles celles de Paris-Metz et de Paris-Strasbourg, ce qui contraindra les Allemands à leur substituer des liaisons radio, captées et décryptées par les Alliés.

C'est près d'une centaine de coupures de câbles à longue distance qui vont être au total effectuées sur l'ensemble du territoire durant le seul mois de juin. Dès le 7 juin, le répartiteur Paris-Berlin est mis en dérangement.

Les coupures – par sectionnement notamment – de LGSD sont une gêne répétitive mais souvent temporaire car assez rapidement réparées. Les Résistants des PTT vont donc employer aussi une autre méthode qui laisse physiquement la ligne intègre et évite l'accusation de sabotage

avec les représailles afférentes : la neutralisation du système de «pupinisation»¹.

Ces actions, qui vont jouer un rôle important dans la désorganisation du système défensif allemand, ont été préparées de longue date. L'idée de la mise au point d'un plan de sabotage du système téléphonique-télégraphique commence à émerger dès 1942 dans le milieu des cadres et ingénieurs des PTT résistants, parmi lesquels Robert Keller, qui s'intéressera tout particulièrement à l'écoute des communications allemandes à longue distance

– Il sera la «Source K» pour les renseignements alliés – jouera un rôle majeur. Les Résistants des PTT vont se regrouper dans les mouvements Etat-major PTT (EM-PTT), Action-Résistance PTT, Libération-PTT.

Ce souci d'interception des communications allemandes et vichystes, et la neutralisation de leurs moyens de liaison, a été aussi celui des services action gaulistes et anglais, le B.C.R.A. – notamment sous la direction de Combeau – et le S.O.E. De leur coopération avec la Résistance PTT intérieure va naître et s'affiner le «Plan Violet».

Au printemps 1944, Jacques Chaban-Delmas, Délégué militaire national, nommé Délégué national aux transmissions le futur général Alphonse Antoine, spécialiste des transmissions, ancien Français libre ayant combattu en Tunisie et rentré en France, C'est lui qui aura la responsabilité de la supervision de la mise en œuvre généralisée du «Plan Violet».



¹ Quand la longueur de la ligne augmente, le signal transmis faiblit et la qualité de la conversation s'altère, d'où la nécessité de mettre en place un système d'amplifi-

cation par l'introduction, à intervalles réguliers, de bobines d'induction dans les conducteurs d'une ligne de télécommunication afin de limiter la bande passante

et d'accroître les distances de transmission, système mis au point par l'ingénieur américain Mihajlo Pupin-Idvorsky.

PLANS «ROUGE», «BLEU»...

Le «Plan rouge» s'applique surtout à la mobilisation des maquis dans la période des débarquements de Normandie et de Provence, et leur passage simultané à l'action de guérilla contre les unités allemandes présentes partout sur le sol national afin d'en libérer des portions et d'entraver la concentration des forces ennemies vers les lieux des débarquements, en en fixant localement des unités.

Début 1944, avec l'arrivée en nombre de réfractaires fuyant le STO, environ 50 000 «maquisards» ont gagné les zones de moyenne montagne, de forêts denses, les territoires reculés. Leur nombre va augmenter jusqu'en juin 1944, par la poursuite de l'afflux de réfractaires, de proscrits (Juifs, pourchassés par la Police, la Milice, la Gestapo) mais aussi de par la décision de «passer» aux maquis des Résistants urbains, «légaux» ou clandestins.



Albert Oriol' explique début 1944 le fonctionnement d'une Sten à de jeunes maquisards de Haute-Loire

Initialement, le «Plan Rouge» prévoit le déclenchement d'action de guérilla à partir de zones difficiles d'accès - Alpes, Jura, Morvan, Massif Central, Pyrénées et Vosges - pouvant servir de refuge et de base de départ pour les maquis dans leur mission assignée d'harcèlement des arrières de l'ennemi.

La proximité évidente du débarquement a entraîné entre le début 1944 et mai un afflux important de volontaires dans les maquis, qui s'accroît encore après le 6 juin et durant tout l'été. Ce qui, outre les problèmes logistiques d'hébergement et d'approvisionnement, pose celui de leur encadrement et armement ; et donc de leur efficacité militaire face à une Wehrmacht expérimentée et bien mieux équipée. Les parachutages de containers d'armes à la Résistance française vont s'accroître à l'été 1944 (la Seine-et-Marne en recevra 19 en juin et 38 en juillet, les Côtes-du-Nord en recevront 10 en juin et 54 en juillet...).

Mais il va s'agir pour l'essentiel d'armes légères individuelles - armes de poing,



Maquisards bretons

fusils, mitraillettes... et bien peu d'armes collectives, (mitrailleuses, mortiers, bazookas, etc.) nécessaires pour s'opposer par l'armement en blindés légers et lourds dont dispose l'adversaire nazi.

Dans son intervention à la BBC le 6 juin 1944 pour saluer le Débarquement, le général de Gaulle souligna que «l'action menée par nous sur les arrières de l'ennemi [doit être] conjuguée aussi étroitement que possible avec celle que mènent les armées alliées et françaises. Or, tout le monde doit savoir que l'action des armées sera dure et sera longue. C'est dire que l'action de la Résistance doit durer et aller en s'amplifiant...».

Dans l'«Instruction sur l'emploi de la Résistance sur le plan militaire au cours des opérations de libération de la métropole» que le général avait approuvée le 16 mai 1944, il était prévu que les FFI devaient attendre que les Alliés aient, à partir d'une solide tête de pont, lancé une offensive en profondeur pour déclencher une guérilla généralisée dans le Centre et le Sud-Ouest et en Savoie- Dauphiné-Jura.

Or, le S.O.E., contrairement aux décisions prises le 20 mai avec l'Etat-major FFI de Koenig, va, dans les «messages» destinés le 5 juin à la Résistance française, activer non seulement les Plans «Vert», «Violet», «Bleu»... mais aussi le «Plan Rouge» d'offensive généralisée des maquis... A la réception des messages convenus, la Résistance va donc passer à l'offensive sur la quasi-totalité du territoire national et non seulement dans les régions montagneuses, dans des conditions parfois loin d'être optimales.

Ainsi, dans la Région niçoise, la réception le 5 juin 1944 à 20 heures du message «Méfie-toi du toréador» est l'ordre de rassemblement en effectif de guérilla : tandis que celui «Je me roulerai sur le gazon» lance l'application du «Plan vert» de paralysie du réseau routier. Ce qui va entraîner la concentration anticipée et le passage à l'action de forces de la Résistance, car l'application des «Plans» n'était prévue que pour appuyer un débarquement sur la côte méditerranéenne, qui n'aura lieu que... le 15 août suivant.

L'application du «Plan rouge» va être en fait la mobilisation des maquis, qui n'attendaient souvent que cela et avaient commencé les actions de guérillas, notamment dans le Sud-Ouest, avant même le Débarquement, et qui de manière concomitante aux attaques directes contre

les formations armées de l'Occupant et de la Milice, vont mettre en œuvre les différents «Plans» : «Bibendum», «Violet», «Vert», «Bleu»...

Il faudra attendre le 7 juillet pour que l'EM FFI de Londres lance la consigne - controversée - d'établissement de «maquis mobilisateurs», rassemblant d'importants effectifs.

LE «PLAN BLEU»

Le «Plan Bleu» est la destruction des lignes électriques à haute tension, en premier lieu celles alimentant les zones de fortifications côtières, le réseau électrique ferroviaire, les centres industriels d'armement, etc.

Il est la systématisation de destructions entamées bien avant la période du Débarquement : ainsi, 72 pylônes avaient été détruits au 1^{er} semestre 1943 ; 332 le furent au second semestre.



Destruction d'un pylône à haute-tension dans l'Allier.

André Jarrot, futur Compagnon de la Libération et ministre, et Raymond Mary-Basset, parachutés dans le Puy-de-Dôme dans la nuit du 16 au 17 août 1943, et ayant retrouvé Pierre Guilhemon, vont, dans la nuit du 2 au 3 septembre 1943, dans le cadre de la mission «Armada» et avec l'aide de la Résistance locale, saboter les postes électriques à haute tension de Germolles et de Lacrost dans la région du Creusot, de la centrale thermique de Saint-Marcel-les-Chalon et de la station de transformation de Pont-Jeanne-Rose, près de Montchanin.

Après un retour à Londres depuis le terrain «Orion» à Bletterans dans le Jura, «Goujon» et Mary-Basset seront de nouveau parachutés (près de Cormatin en Saône-et-Loire) en France, dans la nuit du 7 au 8 novembre 1943 ; ce sera la mission «Armada II» comportant notamment l'attaque des lignes à haute tension d'Eguzon et de Paris (en 3 semaines, 182 pylônes à haute tension sont détruits).

Quand le «Plan Bleu» est actionné, 4 lignes à Haute tension seront coupées en Seine-et-Marne, 23 le seront dans les Côtes-du-Nord...

D'AUTRES «PLANS»...

D'autres «Plans», de portée plus limitée, nécessitant pour leur réalisation de moindres effectifs et à la mise en œuvre moins systématique, ont été adoptés : «Plan Jaune» : destruction des dépôts de munitions, «Plan Noir» : neutralisation des QG et PC ennemis, «Plan Momie» : mise en sécurité des installations portuaires jugées essentielles par les Alliés dans la perspective d'un Débarquement...

¹ Albert Oriol sera vice-président national de l'ANACR de 2000 à 2003.

«PLAN MONTAGNARDS»

Le nom le plus fréquemment avancé pour la paternité de la conception du «Plan Montagnards» est celui de Pierre Dalloz, un architecte urbaniste par ailleurs alpiniste, rédacteur en chef de 1933 à 1939 de la revue du Club Alpin *La Montagne* et qui, lors d'une rencontre aux Côtes de Sassenage en mars 1941 avec son ami l'écrivain et journaliste Jean Prévost, lui fait part de ses réflexions quant au Massif du Vercors : «Il y a là une sorte d'Ile en terre ferme, deux cantons de prairies protégées de tous les côtés par une muraille de Chine, les entrées en sont peu nombreuses, toutes taillées dans le roc. On pourrait les barrer, agir par surprise, lâcher des bataillons de parachutistes. Puis le Vercors éclaterait dans les arrières de l'ennemi...».

Une nouvelle maturation de l'idée va avoir lieu après l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht le 11 novembre 1942 suite au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord : Pierre Dalloz en fait part à Jean Lefort, qui avait exploré de nombreuses grottes du Vercors.

Pierre Dalloz qu'accompagne Jean Lefort va, le rencontrant en janvier 1943 dans une brasserie lyonnaise, informer de son projet son ami Yves Farge, journaliste au *Progrès de Lyon* et membre du mouvement de Résistance «Franc-Tireur». Après avoir lu le mémoire rédigé par Dalloz et un échange de vues, Farge promet de présenter l'idée à «Max», c'est-à-dire Jean Moulin. Une semaine plus tard, le 31 janvier, venant à Grenoble, Farge fit savoir que «Max» «est emballé. Voici de l'argent, mettez-vous au travail».

Un rendez-vous va être ensuite organisé avec «Vidal», c'est-à-dire le général Charles Delestraint, nommé par de Gaulle en octobre 1942 à la tête de l'Armée Secrète (A.S.). C'est le 10 février 1943, salle des Pas Perdus de la gare Lyon-Perrache, que Farge et Dalloz apprennent, par «Alain» (Daniel Cordier), secrétaire de «Max», que le rendez-vous avec «Vidal» est fixé à Bourg-en-Bresse, à la sortie de la gare, à l'arrivée du train de 16 h 20.

Durant l'entretien, le général, qui ne connaît pas le Vercors, pose des questions et prend des notes et, à son issue, repartira avec trois feuilles dactylographiées, une carte au 80.000^{ème} annotée, un guide du Vercors et des photographies qu'il emportera à Londres à la prochaine lune, assurant à Dalloz et Farge : «Désormais le Vercors dépendra de moi. Quel est le groupement le plus nombreux en Vercors ? «Franc-Tireur est le seul» «Alors, marchons pour Franc-Tireur... Le Vercors doit rester sur une place militaire et nationale. A partir d'aujourd'hui votre projet sera le «**Projet Montagnards**».

Le 25 février, Dalloz entendra à la BBC le message : «Les montagnards doivent continuer à gravir les cimes». De Gaulle, convaincu par «Vidal» et «Max», avait validé l'idée...

Dalloz et Farge vont alors monter au Vercors pour identifier des terrains de parachutage et d'atterrissage nécessaires à sa transformation en base d'invasion alliée au moment des combats libérateurs. Et Dalloz va faire appel au capitaine Alain Le Ray (Fer-

val, Rouvier, Bastide), pour faire l'analyse militaire du projet (défenses naturelles et à édifier, effectifs et armements nécessaires)...

Avec Dalloz, Farge et Marcel Pourchier, ancien commandant de l'Ecole de Haute Montagne (EHM) de Chamonix, Le Ray sera l'un des premiers membres du «Comité de combat du Vercors» et le premier chef militaire du Vercors entre mai 1943 et janvier 1944.

Très vite après son retour de Londres, «Vidal» annonça son inspection du Vercors pour la deuxième semaine d'avril, celle-ci aura lieu le 5 mai : Farge accueillera le général Delestraint à la gare de Grenoble, Dalloz, accidenté, l'attendra aux Côtes de Sassenage. Tous deux accompagneront le général dans sa tournée d'évaluation des possibilités en termes de défense, d'accueil de parachutages, d'invasion sur le Massif, où 8 camps regroupant environ 400 maquisards ont déjà été installés ; le premier dès l'hiver 1942-1943.

L'arrestation du général Delestraint le 9 juin à Paris, puis celle de Jean Moulin le 21 juin à Caluire vont priver le «Plan Montagnards» de deux de ses défenseurs.

Pierre Dalloz - via Gibraltar - se rendra - à Alger le 25 novembre 1943, y rencontrant Louis Joxe, secrétaire général du CFLN, André Dewavrin (*Passy*), chef du BCRA, le colonel Billotte, Secrétaire général du Comité de Défense nationale, auquel il remet une copie du «Plan Montagnards», mais constatera qu'il ne suscite qu'un intérêt mesuré. Le 30 janvier, Dalloz est à Londres sans y obtenir rien de précis... Le 8 juillet, Dalloz retournera à Alger, sans résultat concret.

Par ailleurs, chef civil du Vercors, Eugène Chavant («*Clément*»), via la Corse libérée, s'était lui aussi rendu à Alger le 23 mai 1944, afin d'évaluer les chances de mise en application du plan «Montagnards», qu'il va exposer au nouveau SPOC (*Special Projects Operational Center*) regroupant les services spéciaux américain (OSS), britannique (SOE) et français (DGSS).

Après avoir proposé l'envoi de 2 000 hommes au Vercors (le plan Le Ray estimait le besoin à 7 500), Chavant - qui va rencontrer le général de Gaulle - recueillera des promesses de soutien - le Vercors va recevoir les moyens pour remplir sa mission - et rentre dans la nuit du 2 au 3 juin en France, porteur d'une lettre signée de Jacques Soustelle, chef de la DGSS à Alger, confirmant que le «plan Vidal» (projet «Montagnards») doit être mis en œuvre dans le cadre de la Délégation militaire régionale de la R1, dont le chef d'état-major est Marcel Descour, à qui il remet l'ordre de mission signé par Soustelle.

Venant d'Alger ou Londres, plusieurs missions alliées, chargées d'évaluer la situation, les besoins et de contribuer à l'entraînement des maquisards se sont rendues au Vercors et dans la région dauphinoise : la mission «*Union*» parachutée dans la nuit du 6 janvier 1944 comprend un Anglais, Henri Thackthwaite (*Procureur*), un capitaine américain des *Marines*, Peter Ortiz (*Chambellan*) et un opérateur radio français, Camille Monnier (*Léon*).



Drapeau de la «République libre du Vercors», proclamée le 3 juillet 1944

Le 29 juin, la mission «*Eucalyptus*», larguée à Vassieux sur le terrain *Taille-crayon*, comprenant 2 Britanniques et 2 opérateurs radio de l'OSS, un Américain et un Français, est porteuse d'un message : «Il est certain qu'un nombre important d'hommes se regroupent en ce moment dans le Vercors pour rejoindre les troupes armées déjà sur place. Ce mouvement doit être découragé... Vous devez avoir présent à l'esprit, et expliquer aux dirigeants locaux, que le Vercors n'est pas actuellement une priorité extrême et que, en raison de la faible durée de la nuit, seul un minimum d'approvisionnement peut être effectué par voie aérienne». Ce qui n'est pas de bonne augure...

Dans la nuit du 28 au 29 juin, un commando de quinze parachutistes de l'OSS, l'*Operational Group (OG) Justine*, venant d'Algérie et chargé de former les Résistants au maniement des armes britanniques et américaines, se posera sur le terrain «*Taille-Crayon*», près de Vassieux. Sa venue illusionnera sur une arrivée ultérieure de renforts extérieurs.

Et, début juillet, 1944, les autorités d'Alger envoient sur place la mission «*Paquebot*», chargée de préparer un terrain d'atterrissage à Vassieux...

LE DRAME DU VERCORS

Le «message personnel» diffusé par la BBC à la veille du 6 juin, «*le chamois des Alpes bondit*», annonce la mobilisation de tous les combattants du Vercors, que rejoignent alors des centaines de jeunes volontaires ; au total 4 000 hommes, sous le commandement du lieutenant-colonel François Huet, successeur de Le Ray, qui manque de temps pour les entraîner et d'armes pour les équiper.

Et, en dépit de parachutages reçus le 25 juin et le 14 juillet, ces maquisards du Vercors manquent des armes lourdes qui leur auraient permis de résister à l'assaut déclenché le 21 juillet par la 157^{ème} division de la Wehrmacht forte de 10 000 hommes, appuyés par le débarquement aéroporté de parachutistes par planeurs utilisant... la piste prévue pour recevoir des renforts alliés, qui ne viendront pas !

Submergés par des effectifs supérieurs et mieux armés, les maquisards, au terme de durs combats, principalement jusqu'au 23 juillet, vont devoir décrocher et se disperser. 639 Résistants et 201 civils auront été tués, 41 seront déportés.

Dalloz, s'étant senti abandonné, écrit à destination d'Alger : «*Vous êtes des criminels et des lâches*». Le 26 juillet, Alger recevra le télégramme de François Huet : «*Tous ont fait courageusement leur devoir dans une lutte désespérée et portent la tristesse d'avoir dû céder sous le nombre et d'avoir été abandonnés seuls au moment du combat*».

Cela nourrira après la Guerre des polémiques historiques et politiques. Dans le contexte de la Guerre froide après-guerre, certains accuseront le Commissaire de l'Air du GPRF à Alger, le communiste Fernand Grenier, de passivité dans l'organisation de secours. Or, le 26 juillet 1944, trois jours après la chute du Vercors, Grenier avait dénoncé à Alger au cours d'une conférence de presse «*l'attentisme, crime contre la patrie*». Suite à cette déclaration, Fernand Grenier s'était vu exiger ce 26 juillet par le général de Gaulle une lettre de rétractation ou de démission ; le 9 septembre, lors du transfert du Gouvernement (GPRF) d'Alger à Paris libéré, il perdra son poste.

LE «PLAN CAÏMAN»

Le «Plan Caïman» peut apparaître comme une seconde mouture du «Plan Montagnards», en ce sens qu'il nécessite comme lui la concentration de forces des maquis dans des endroits susceptibles d'être bien défendus face à la Milice, aux GMR et aux Allemands, et de pouvoir recevoir des renforts par voie aérienne.

D'autant plus que les deux ont pour origine commune, en ce qui concerne l'étude de leur mise en œuvre concrète, les discussions entamées à Londres par Henry Frenay avec l'état-major particulier de Gaulle dès octobre 1942, et le rapport adressé le 28 janvier 1943 à Londres par plusieurs responsables de la Résistance intérieure proposant l'installation de plusieurs réduits dans les Régions montagneuses des Alpes, du Jura et du Massif central ; sous réserve de l'assurance d'un ravitaillement en armes et munitions par voie aérienne.

Mais il en diffère par la période prévue de mise en œuvre, par sa localisation plus restreinte et par des objectifs politiques prééminents par rapports aux militaires ; même si les deux sont extrêmement liés, que ce soit en ce qui concerne le «Plan Montagnards» qu'en ce qui concerne le «plan Caïman».

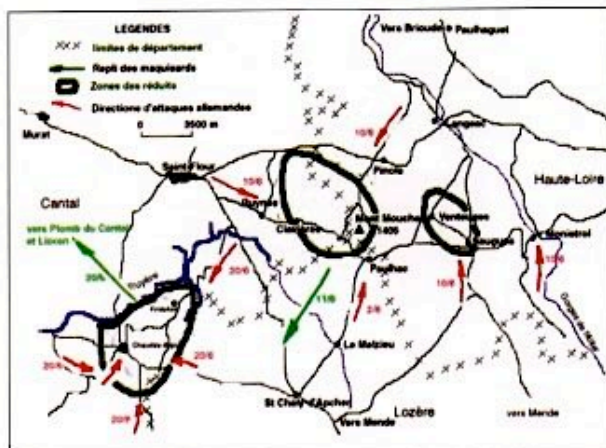
L'abandon du «Plan Montagnards» ne signifia pas automatiquement celui du «Plan Caïman», qui fut approuvé par le général de Gaulle le 16 mai 1944, sous réserve que certaines conditions soient réunies : occupation ennemie réduite tant en qualité qu'en densité, libération par les FFI de certaines zones facilitant ainsi l'avancée des forces alliées, possibilités de parachutages en renforts d'unités françaises et alliées.

Était confirmée dans le cadre de ce «Plan Caïman» la mise en œuvre des «Plans «Vert», «Tortue»...et proposée la création de zones d'action là où il y avait d'importants maquis conjointement à forces d'occupation relativement faibles, notamment dans le Sud-Ouest, dans le corridor qui longeant les Alpes, de Sisteron à Besançon en passant par Grenoble : Sisteron-Grenoble-Besançon.

Dans le Sud-Ouest, le plan avait pour objectif : «L'ouverture, au profit de forces alliées débarquées sur le littoral méditerranéen, de l'axe : Alès-Clermont-Ferrand, permettant le débordement par l'Ouest du couloir du Rhône (et) l'ouverture de l'axe : Carcassonne-Toulouse, permettant d'amorcer le débordement par l'Ouest du Massif central». Ce qui impliquait la coupure des voies ferrées dans la vallée du Rhône et sur le pourtour du Massif Central (Limoges-Clermont-Ferrand-Le Puy-Albi-Foix).

Un Massif Central qui va prendre une importance stratégique grandissante car, initialement prévu pour l'ensemble des

régions montagneuses, le plan Caïman ne va pas être en l'état accepté par l'état-major allié ; lequel est sous la pression du Président américain Roosevelt, qui sous-estime le rôle militaire potentiel de la Résistance, est très méfiant à son égard quant à son positionnement politique et qui manifeste une hostilité à l'égard de Gaulle, qu'il ne veut pas reconnaître comme le chef de la France combattante à l'extérieur et à l'intérieur de la France.



Toutefois, l'état-major allié, avec à sa tête Eisenhower, va finir par intégrer le général Koenig, nommé chef d'état-major des FFI par le GPRF. La coopération qui s'installe au moment de l'«Opération Overlord» du 6 juin en Normandie, avant et après le débarquement, et ses résultats notamment en Bretagne, vont amener Eisenhower à d'une part envisager une deuxième opération dans le sud de la France, ce sera l'«Opération Anvil» de débarquement sur les côtes de Provence, et d'autre part à examiner le rôle de la Résistance pour en faciliter le succès.

Plusieurs plans furent ainsi conçus à cette fin en juin : l'un par le «Special Projects Operations Center» (SPOC), placé sous le commandement du général Maitland Wilson, commandant suprême des Forces alliées en Méditerranée, l'autre par de Gaulle, qu'entourent son conseiller militaire et secrétaire du Comité de la Défense nationale, le colonel Pierre Billotte, et Jacques Soustelle.

Le plan SPOC insistait sur la destruction des routes et des voies ferrées stratégiques, et sur le recours à des missions spéciales telles que celles des équipes «Jedburgh», mais n'appela pas à l'insurrection militaire, ni surtout à la création de bastions.

Le plan de De Gaulle était plus élaboré et était en fait la révision du plan «Caïman», le rendant plus spécifique et l'adaptant à la stratégie globale des Alliés.

«Caïman», dans cette nouvelle mouture, devait avoir pour théâtre le Massif

central et l'Auvergne ou les monts du Velay et du Forez pour bastion central. Il prévoyait d'utiliser 90 000 hommes pouvant, à partir de leurs bastions, libérer dix départements dans une zone située à égale distance des théâtres d'opérations «Overlord» et «Anvil». Et constituer ainsi une vaste zone libérée, sans présence de forces alliées en dehors de conseillers et militaires de liaison, et où le GPRF - cela n'était pas affirmé clairement à ce stade - pourrait venir s'installer sur ce territoire de souveraineté française retrouvée sur le sol national.

Le succès de ce «Plan Caïman» modifié était subordonné à des livraisons d'armes, à des moyens aériens de transport et à un appui aérien que seuls pouvaient effectuer les Anglo-Américains... Mais, sans attendre, de Gaulle fit mettre en réserve des effectifs susceptibles d'être utilisés pour sa réalisation, notamment le 1^{er} régiment de Chasseurs parachutistes (1^{er} RCP) du lieutenant-colonel Faure, un régiment d'infanterie des troupes territoriales stationnées en Corse, ainsi qu'un régiment d'artillerie de la 4^e division marocaine de montagne (DMM).

Sous réserve de l'accord de Wilson, Eisenhower prévoyait de tenir une réunion consacrée au «Plan Caïman» le 20 juillet à Alger. «Nous envisageons - écrivait-il - d'apporter au maquis une importante assistance aérienne pour le transport et la livraison de matériel, afin qu'il contribue au succès d'«Anvil». J'ai donné mon accord de principe pour que les troupes françaises du SAS (Special Air Service), ainsi que d'autres unités spéciales de parachutistes renforcent et encadrent le maquis. Cette forme de soutien s'est avérée remarquablement efficace en Bretagne».

Or, lors de cette réunion du 20 juillet, il fut décidé que le soutien aérien supplémentaire ne pouvait être accordé...

De Gaulle comprit que le «Plan Caïman», ne pouvait être mis en œuvre. Il fut rejeté en partie pour des raisons logistiques - manque d'avions -, mais plus encore pour des raisons politiques et militaires.

Il connut de manière anticipée un début d'application en Auvergne où, dans le contexte d'un débarquement que l'on pressentait proche, et dans une démarche s'insérant le cadre de son élaboration, 5 000 maquisards se concentrèrent à partir du 20 mai en 3 réduits dans les zones de Mont-Mouchet, de la Truyère et de Venteuges.

Le réduit du Mont-Mouchet fut durement attaqué les 10 et 11 juin 1944 par des unités allemandes qui surclassèrent les défenseurs, le réduit de la Truyère le fut le 20 juin. Ayant infligé des pertes sévères à l'ennemi mais en ayant enregistré eux aussi, les maquisards, restés sans assistance extérieure, durent évacuer les réduits et se disperser.

«PLAN SUSSEX», «JEDBURGH»

En mars 1943, quand l'état-major de Dwight D. Eisenhower, entamant la réflexion sur la préparation d'un débarquement en France va prendre conscience du peu de connaissances concrètes disponibles sur les régions françaises situées au nord de la Loire, zone des futurs combats, il va - c'est le «Plan Sussex» - décider l'envoi en France d'équipes de deux officiers - un observateur et un radio placés en des points stratégiques, qui auraient pour mission de fournir en permanences aux Alliés - pendant et après le débarquement - des informations sur l'ordre de bataille des unités allemandes (notamment de «Panzer»), leurs mouvements, leurs dépôts de matériels et de munitions, les installations de lancement des V1 et V2 etc.

A cette fin, 120 sur 200 volontaires, dont deux femmes, tous Français, la plu-



Evelyne Clopet, l'une des deux femmes du Plan Sussex, martyre du combat de Résistance.

part échappés de France et ayant quasiment tous subi le filtrage de «Patriotic school» à leur arrivée en Angleterre, vont à partir du 2 novembre 1943 être - avec l'accord du général de Gaulle - sélectionnés, pour la plupart sous la supervision de Gilbert Renault (« colonel

Rémy») du BCRA et, plusieurs mois durant, vont suivre sous la direction du colonel Malcom Henderson, assisté du capitaine parfaitement bilingue Guy Wingate, un entraînement intensif aux techniques du renseignement militaire dispensé par des instructeurs britanniques de l'Intelligence Service (M.I.6) et américains de l'Office of Strategic Service (OSS), notamment à l'école de «Praewood House» près de St-Albans, à une quarantaine de kilomètres de Londres.

Au programme, l'apprentissage des codes de cryptage, la lecture de cartes y compris de nuit, l'identification des unités et matériels ennemis, le combat sans armes, le maniement des armes à feu et le lancer de grenades, des cours de sabotage, l'utilisation de déguisements civils, de la bicyclette, l'apprentissage de la conduite des voitures et des motos, une formation de parachutiste.

53 équipes «Sussex» - dotées de postes émetteurs pour transmettre les renseignements obtenus et munies d'une

capsule de cyanure, en cas d'arrestation - vont être parachutées en France à partir du début 1944 et jusqu'en septembre suivant à proximité de points et objectifs stratégiques prédéterminés : les deux premières, en éclaireurs - Jeannette Guyot¹, Vincent («Marcel») Saubestre, Georges Lasalle et Pierre Binet - le seront à Loches dans la nuit du 8 au 9 février 1943 ; avec la mission de repérer des terrains de parachutage pour la réception des agents avec leur équipement, préparer les abris pour les loger à leur arrivée, préparer le dispatching des agents vers leur zones d'activité assignées. C'est la mission «Pathinder», qui donnera naissance au réseau «Phratric». Les équipes parachutées du «Plan Sussex» auront été à l'origine de la formation d'une cinquantaine de réseaux

LE «PLAN PROUST»

Au début de 1944, l'état-major américain - qui s'attend à d'énormes difficultés après le débarquement - souhaite renforcer le nombre des équipes de renseignements opérant en France, notamment pour faire face à des besoins imprévus. A cette fin, un plan complémentaire au Plan Sussex, le «Plan Proust» va être mis en place début 1944, dont les premiers de la soixantaine de membres vont provenir des volontaires non retenus pour «Sussex», auxquels vont s'adjoindre de nouvelles recrues du BCRA venues d'Afrique du Nord.

A la différence de «Sussex», plan tripartite M.I.6-OSS-BCRA, le plan «Proust» est seulement bipartite, franco-américain, placé sous la direction du colonel US Neave, remplacé par le lieutenant-colonel Booth le 7 juin.

De fait, les agents des deux missions vont recevoir la même formation, ceux de «Proust» - qui seront 65 - la recevant dans une école installée par l'OSS à Horsham (Sussex), ainsi qu'à Drungwick manor. Mais, alors que les équipes «Sussex» ont été pour une part pré-positionnées en France avant le Débarquement, les équipes «Proust» n'y seront envoyées qu'après.

Les équipes «Sussex» et «Proust» fourniront de précieux renseignements aux Alliés ; Ainsi par exemple la mission «Eve-reux» transmettra aux Alliés en temps réel les déplacements de Rommel depuis son PC de la Roche-Guyon. Pour réaliser leurs missions, les équipes «Sussex» et «Proust» auront dû - ne serait-ce que pour leur hébergement - devoir s'assurer du concours de plus de 500 Françaises et Français.

Elles auront subi une trentaine de pertes, dont celle d'Evelyne Clopet (Chardonnet, Claudet), arrêtée à Vendôme le 10 août 1944 avec 5 autres agents du BCRA, fusillés avec elle à Nioche. Elle avait 22 ans...

L'«OPERATION JEDBURGH»



Equipe Jedburgh se préparant à partir en mission en France.

Cette «Opération Jedburgh» - primitivement appelée «Jumper» - s'apparente plus à l'exécution d'un plan, présentant de nombreuses analogies avec le «Plan Sussex», dont elle se différencie en ne faisant pas du renseignement sa mission première, mais en privilégiant l'action dans une perspective de coordination des Forces militaires de la Résistance avec les Forces alliées.

L'«Opération Jedburgh» - elle a pris ce nom en Juillet 1942 - va associer le S.O.E. - la branche action en Europe occupée des services secrets britanniques - avec l'O.S.S. et, en ce qui concerne la France², avec le BCRA.

300 hommes ont été sélectionnés et vont suivre un entraînement de commandos en Ecosse, puis à Milton Hall, une vaste propriété près de Peterborough où des cours intensifs de sabotage et close-combat leur sont dispensés. Les Equipes «Jedburgh» - vont être en général composées d'un Britannique, d'un Américain et un Français.

La première équipe, au nom de code «Hugh», commandée par le Français Louis L'Helgouach, est parachutée dans la région de Châteauroux, dans la nuit du 5 au 6 juin 1944.

Quatre-vingt-treize équipes *Jedburgh*, avec pour mission, d'aider à l'armement des maquis, de leur enseigner les techniques de guérilla et de coordination avec les forces alliées, seront parachutées en France dans 54 départements entre juin et décembre 1944, dont quatorze en Bretagne entre juin et août 1944. Ainsi, dans les Côtes-du-Nord, l'équipe «Frederick» est parachutée le 9 juin au soir, «Félix» l'est dans la nuit du 8 au 9 juillet, «Daniel» dans celle du 4 au 5 août...

Le 9 juin 1944, Eisenhower donnera à l'Etat-major de Koenig l'autorité sur toutes les équipes *Jedburgh* présentes en France.

¹ Elle sera l'une des deux seules femmes décorées au cours de la Seconde Guerre mondiale de la Distinguished Service Cross (DSC), prestigieuse distinction militaire américaine. Elle est décédée à 97 ans le 10 avril 2016.

² Il y aura des équipes *Jedburgh* aux Pays-Bas, et même en 1945 en Asie du Sud-Est (60 «Jedburghs» français rejoindront le «Corps léger d'Intervention» en Indochine contre les Japonais.

LA RESISTANCE GRECQUE

La Grèce a une histoire très ancienne, et est le berceau de l'une des civilisations les plus brillantes de l'Antiquité qu'illustrent les noms ayant traversé les siècles de cités telles Athènes, Delphes, Sparte, Corinthe, Thèbes, Olympie, de celui du poète Homère, de ceux de philosophes tels Aristote, Platon, Epicure, Périclès, Plutarque, de l'historien Hérodote, du sculpteur Phidias, du médecin Hippocrate, de l'homme d'Etat Périclès... Elle essaima en Asie mineure et sur le pourtour méditerranéen : Massilia (Marseille) et Antipolis (Antibes) sont des créations grecques.

Après le règne du macédonien Alexandre le Grand (- 336 à - 323 av. J.C.) qui étendra la civilisation hellénistique de l'Asie mineure jusqu'aux confins de l'Inde et à l'Égypte, et ceux de ces successeurs, la Grèce passera en 146 avant J.C. sous le contrôle de Rome, dont elle deviendra province de l'Empire. Lequel, en 395 de notre ère, se divisera en deux entités : l'Empire romain d'Occident, gardant Rome comme capitale, et l'Empire romain d'Orient ayant pour capitale Byzance ; et dont la Grèce fera partie, jusqu'à sa chute en 1453 sous les coups des Turcs Ottomans.

Des Turcs Ottomans qui vers 1500 ont, à l'exception de quelques îles ioniennes contrôlées par la République de Venise, pratiquement achevé la conquête de la Grèce qui s'était morcelée à partir du 12^{ème} siècle suite à l'affaiblissement de l'Empire byzantin ; Athènes tombera en 1458...

La domination ottomane durera jusqu'en 1830, aboutissant, après une guerre d'indépendance menée entre 1821 et 1829 contre les Turcs, avec l'appui des « Puissances » (France, Grande-Bretagne, Russie...), à la reconnaissance d'un Etat grec composé principalement du Péloponnèse, de l'Attique, de l'Étolie et des îles occidentales de la mer Egée ; la Thessalie, l'Épire, la Macédoine, la Chalcidique, la Thrace, la Crète, Chypre et les îles orientales (avec Rhodes) de la mer Egée restant sous contrôle ottoman.

C'est un prince allemand, de la maison royale bavaroise des Wittelsbach, qui est choisi par les Grandes puissances pour être - sous le nom d'Otto 1^{er} - le premier roi de Grèce ; autoritaire, sans héritier, il finira par être déposé en 1863.

Lui succédera, sous le nom de Georgios 1^{er}, un prince danois qui régnera jusqu'à en mars 1913, date de son assassinat à Thessalonique. Sous son règne, pacifiquement ou après des conflits avec l'Empire ottoman, les îles Ioniennes en 1864, la Thessalie en 1880 et surtout, en 1913, après la participation du pays aux côtés de la Serbie, de la Bulgarie et du Monténégro à la 1^{ère} Guerre balkanique (octobre-décembre 1912) contre la Turquie, la Macédoine, l'Épire et la Crète (autonome depuis 1897 suite à un soulèvement antiturc) rejoignent la Grèce, étape décisive dans la réalisation de la « Grande idée » ; à savoir la réunion (« Enosis ») à la Grèce de tous les territoires peuplés majoritairement de Grecs.

Le parachèvement de cet Enosis sera contrecarré par les ambitions sur la Thrace de la Bulgarie, à la recherche d'un débou-

ché sur la mer Egée, ce qui conduira du 30 juin au 31 juillet à la Seconde Guerre balkanique opposant notamment la Grèce à la Bulgarie, par celles des Britanniques, qui administrent Chypre depuis 1878 et l'annexeront en 1914, et celles des Italiens qui, sur les traces de la République de Venise et nostalgiques d'un rôle méditerranéen, ont occupé à partir d'avril 1912 Rhodes et d'autres îles du Dodécannèse (Karpathos, Leros, Patmos...), dont la possession leur sera reconnue le 24 juillet 1923, sous le nom de « *Posseidimenti Italiani delle isole dell' Egeo* », par le traité de Lausanne, à la négociation duquel participe Mussolini, arrivé au pouvoir en octobre 1922.

Ce traité de Lausanne - signé par la Turquie, faisant partie des vaincus (avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie), les vainqueurs - Grande-Bretagne, France, Italie... - de la Première Guerre mondiale, à laquelle la Grèce n'a pas directement participé tout en accordant aux Alliés des facilités par l'utilisation de ses ports, tel celui de Salonique, leur permettant d'acheminer des renforts au secours de la Serbie face aux Austro-hongrois - marquera aussi la fin des ambitions grecques d'annexer la côte ouest de l'Anatolie, peuplée d'entre 1,2 et 1,9 million de Grecs établis là depuis des siècles et qui, au terme d'une guerre sanglante, devront quitter la Turquie.

Cette « Grande catastrophe », par ses dimensions patriotique, démographique, sociale et économique marquera longtemps la vie politique grecque...

LA DICTATURE DE METAXAS



Metaxas

La décennie des années vingt va être dominée par la personnalité d'Eleftherios Vénizelos, premier ministre dès 1910 mais qui durant la Première Guerre mondiale s'était opposé au roi Constantin 1^{er} aux penchants germanophiles avérés, ce qui l'avait contraint à créer à Salonique, sous la protection des Alliés, un gouvernement rival de celui du Roi, que la France contraignit à l'exil en juin 1917 et à l'abdication en faveur de son deuxième fils Alexandre 1^{er}.

Pendant les élections du 15 novembre 1920 - bien qu'il ait fait valoir avec succès les intérêts grecs dans la rédaction des traités de Versailles (juin 1919) et de Sèvres avec la Turquie (août 1920) - et devant de ce fait quitter le pouvoir, Venizelos n'y

¹ KKE : *Kommounistiko Komma Elladas* (Parti communiste de Grèce).

La triple occupation de la Grèce par l'Axe (1941-1944)



reviendra durablement qu'en 1928 et y restera - avec de courtes interruptions - jusqu'en mars 1933.

Pendant cette période durant laquelle la monarchie est abolie en mars 1924, suite à une victoire électorale des Républicains en décembre précédent, qui voit une progression des l'influence des communistes du KKE¹, qui connaît le 24 juin 1925 un coup d'Etat du Général Pangalos, lequel interdit le KKE, supprime la liberté de la presse... Pangalos devra quitter le pouvoir le 24 août 1926 sous la pression de l'armée. Le retour à la démocratie permettra au KKE d'obtenir 10 députés.

C'est dans ce contexte qu'il va être à nouveau fait appel à Vénizelos en juillet 1928. Alors que sa politique extérieure fait assez largement consensus, il n'en va pas de même de sa politique intérieure, il va lui être reproché une dérive autoritariste, et sa politique dispendieuse de grands travaux, alors que se font sentir les effets de la crise économique de 1929. Les élections du 5 mars 1933 seront sans appel : battu, Vénizelos doit quitter le pouvoir. Ayant échappé à un attentat en juin 1933 et ayant soutenu deux tentatives infructueuses de coup d'Etat du général Plastiras, il partira avec lui en 1935 en exil pour la France, où il mourra à Paris le 18 mars 1936.

S'ensuivra après le départ de Vénizelos une période de troubles durant laquelle Georges II, à la suite d'un plébiscite, revient sur le trône le 22 novembre 1935.

Les élections de 1936 ayant installé une chambre sans majorité claire, dans laquelle les communistes ont progressé à 15 élus et jouent un rôle charnière entre 143 monarchistes et 142 républicains, libéraux et agrariens, et alors que d'importants troubles sociaux agitent le pays, le Roi va inciter le général Ioannis Metaxás, nommé premier ministre depuis le 13 avril, à effectuer - sous le couvert de la proclamation de l'état d'urgence le 4 août 1936 un véritable coup d'Etat.

Le « Régime du 4 août » ou aussi « Régime de Metaxás », ainsi qu'est appelé le nouveau pouvoir, va, tout en multipliant les références à la grandeur - y compris pour une part territoriale - de la Grèce antique, trouver son inspiration dans le régime dictatorial fascisant de Salazar au Portugal.



Victorieuse, la Wehrmacht hisse le 27 avril 1941 le drapeau nazi sur l'Acropole d'Athènes.

Le Parti communiste est en premier interdit mais la répression s'étend à toute la gauche : la Constitution est abolie, le parlement dissous, 15 000 personnes sont emprisonnées ou exilées dans les îles de la mer Egée, une police politique, l'*Asfaleia*, est mise en place, la liberté de la presse est supprimée, les grèves sont interdites, une «Organisation nationale de la Jeunesse», l'EON (*Ethniki Organosi Neolaiais*), est créée, le salut romain est adopté et Metaxás prend le titre... d'*Archigos*, «chef» en grec.

Sur le plan social, le régime Metaxás cherchera à séduire, par l'instauration d'un salaire minimum, de la semaine de 40 heures, le congé de maternité, 2 semaines de congé..., par une politique de grands travaux (construction de ponts, routes, lignes de chemin de fer) ; toutefois, le chômage repartira à la hausse en 1938...

Mais, la principale menace pour le régime de Metaxás viendra de l'extérieur...

GUERRE ITALO-GRECQUE... ET OPERATION «MARITA»

Soucieux d'imiter Hitler dans sa politique expansionniste (Anschluss, Sudètes, Bohême-Moravie, Pologne...), Mussolini avait attaqué et occupé l'Albanie en avril 1939. Il affirme aussi des prétentions sur l'Épire grecque voisine et, à partir des îles du Dodécanèse (Rhodes) que l'Italie contrôle depuis 1912, sur la Crète et l'ensemble des îles de la mer Egée.

Le 28 octobre 1940, à 4 heures du matin, l'ambassadeur italien en Grèce remet au gouvernement grec un ultimatum lui enjoignant de permettre à l'armée italienne de pénétrer en Grèce et d'y occuper des positions stratégiques. La réponse grecque ayant été «*Oxi*», c'est-à-dire «Non», l'armée italienne quelques heures plus tard franchit depuis l'Albanie la frontière, la guerre italo-grecque commence... Metaxás, n'en verra pas la fin : il décède le 29 janvier 1941.

Car la guerre avec l'Italie va durer jusqu'au 6 avril 1941, les opérations ne se déroulant pas selon les plans italiens : en effet, l'offensive italienne en Épire fut stoppée par l'armée grecque le 9 novembre ; encerclée, la division italienne *Julia* fut détruite le 11 novembre. Le

14 novembre, les Grecs passèrent à la contre-offensive et, bousculant les divisions italiennes et leurs suppléants albanais, pénétrèrent en Albanie, prenant le contrôle de l'Épire du Nord.

Ils vont recevoir le renfort de l'appui aérien de la R.A.F. et au sol de contingents britanniques, australiens et néo-zélandais, les troupes du Commonwealth s'affrontant par ailleurs aux Italiens dans le désert égypto-libyen.

Sous la direction personnelle de Mussolini, 17 divisions italiennes attaquèrent à nouveau du 6 au 19 mars 1941 les 13 divisions grecques leur étant opposées sans réussir à les enfoncer. Dès lors, le Duce va devoir appeler à l'aide son allié Hitler.

Le 6 avril, afin de punir la Yougoslavie d'avoir écarté du pouvoir le régent Paul prallemand et dénoncé le Pacte tripartite, c'est l'«Opération Châtiment», le bombardement par la Luftwaffe de Belgrade est le prélude à l'invasion du pays par la Wehrmacht et par la suite des troupes hongroises.

Parallèlement, le même jour, c'est l'«Opération Marita» : depuis la Bulgarie, les Allemands envahissent la Grèce du Nord, Salonique tombe dès le 9 avril. Les troupes allemandes vont aussi attaquer à partir de la Yougoslavie dont ils ont pris le contrôle. Ses lignes de défense enfoncées, l'armée grecque, inférieure en effectifs et en équipements, s'effondre et, le 20 avril, le lieutenant-général Georgios Tsolakoglu se mutine et signe avec la *Leibstandarte SS Adolf Hitler* un protocole de reddition et un autre avec les Italiens.

Se repliant vers le sud du Péloponnèse, 50 000 Alliés et Grecs vont se résoudre à embarquer vers la Crète, où le Roi et le Gouvernement grec se sont réfugiés dès le 23 avril. Athènes tombe le 27 avril 1941.

La conquête de la Crète par des parachutistes allemands et des troupes débarquées, commencée le 20 mai, s'achèvera - après de durs combats - le 1^{er} juin par la fin de l'évacuation vers l'Égypte - où le Roi et le gouvernement grec ont été repliés - de l'essentiel du corps expéditionnaire allié (Britanniques, Australiens et Néo-zélandais) et de plusieurs bataillons grecs.

Nombre de ceux qui ont été faits prisonniers seront massacrés, d'autres se réfugieront dans la montagne crétoise et s'intégreront plus tard aux partisans.

UNE TRIPLE OCCUPATION

Conquise par les forces de l'Axe, la Grèce va être partagée entre les vainqueurs : Les Allemands vont prendre le contrôle de la Macédoine, avec Salonique, de la zone frontalière avec la Turquie, d'îles stratégiques de la mer Egée (Samothrace, Lemnos, Chios, Lesbos...), des 2/3 de la Crète, de la capitale Athènes où ils installent dès le 30 avril un gouvernement collaborateur avec à sa tête Tsolakoglu, celui dit de «l'Etat grec» (*Elleniki Politeia*). Par ailleurs, ayant besoin d'hommes pour l'«Opération Barbarossa» en préparation contre l'URSS, ils vont «sous-traiter» l'Occupation de la Grèce aux Bulgares et Italiens.

Les Bulgares ont des visées annexionnistes sur la Thrace et la Chalcidique, une zone peuplée d'environ 600 000 habitants (Grecs, Macédoniens slavophones, musulmans) qu'ils vont s'efforcer de «bulgariser» souvent de manière brutale : en 1942, les Grecs et



Manolis Glezos (à g.) et Apostolos Santas (à dr.) décrochent dans la nuit du 30 mai 1941 le drapeau nazi flottant sur l'Acropole, lui substituant le drapeau grec.

Musulmans de ces régions doivent se convertir, bulgariser leurs noms et prénoms ou quitter la région. L'occupation militaire bulgare va aussi s'appuyer sur une milice, l'*Ohrana*, recrutée chez les slavophones et encadrée par des officiers bulgares, elle comptera 12 000 membres à l'été 1944.

Quant aux Italiens, dont les ambitions sur la Grèce sont anciennes, ils s'octroient - malgré leurs échecs militaires de la fin 1940 et du début 1941 - la part du lion : Attique, Épire, Péloponnèse, îles Ioniennes, îles de la mer Egée, part de la Crète...

Alors que les débuts de l'occupation italienne n'avaient été que peu conflictuels avec la population, le développement de la Résistance conduit les chefs militaires italiens à prendre des mesures répressives analogues à celles des Allemands, ainsi l'attaque le 16 février 1943 près du village de Domenikon d'un convoi militaire italien par les partisans grecs ayant fait 9 morts parmi les Italiens, ceux-ci vont séparer les femmes, les enfants et les vieillards de plus de 80 ans du reste des 150 autres hommes du village, qui sont tous abattus...

Le «gouvernement» Tsolakoglu, dont la marge de manœuvre que lui laisse les Occupants est extrêmement réduite, va avoir à faire face à une situation économique et sociale particulièrement grave : aux conséquences des destructions de 1940-1941 s'ajoutent celles sur le ravitaillement découlant du blocus allié et celles de la mise en coupe réglée du pays par les trois occupants : durant l'hiver 1941-1942, la Grande famine» va faire 300 000 morts.

L'initiative des services allemands de la main-d'œuvre de Sauckel demandant la mise en place d'un «Service du Travail obligatoire» prévoyant à partir de décembre 1942 l'envoi en Allemagne de 80 000 Grecs de 16 à 45 ans va susciter une mobilisation populaire pour s'y opposer : le 24 février 1943, une foule immense se heurte à

Combattantes et combattants de l'ELAS-EAM.



RESISTANTS DE TOUS PAYS...

Athènes aux forces de l'ordre italiennes. Au terme de plusieurs jours de troubles, le gouvernement Logothetopoulos, qui avait succédé le 15 novembre 1942 à Tsolakoglu, va devoir se résoudre le 3 mars 1943 à abandonner les mesures de réquisition ; suite à cet échec, il est remplacé le 3 avril 1943 par Ioannis Rallis.

C'est que le régime collaborateur, qui dispose certes de forces de police et de gendarmerie issues de l'ancien régime royal, n'a pas de base sociale importante, et n'a pas réussi à mettre un encadrement fasciste notable.

Ancien dirigeant du petit Parti National-Socialiste grec d'avant-guerre, le Dr Sterodimos va fonder l'Organisation Politique Nationale-socialiste) l'*Ethniki Sossialistiki Politiki Organossis* (ESPO), qui va s'attacher à recruter soldats et officiers de l'ancienne armée royale pour la Waffen SS. Mais, en septembre 1942, un commando en uniforme... SS place des bombes au siège de l'ESPO, anéantissant son état-major...

DÈS 1941, LA RÉSISTANCE ...

Le premier acte de Résistance civile avait été des plus symboliques : arrivés à Athènes le 27 avril 1941, les Allemands avaient immédiatement hissé le drapeau nazi sur le toit du Parthénon, au sommet de l'Acropole. Mais, le 31 mai 1941 au matin, les Athéniens purent constater que le drapeau nazi avait disparu, remplacé par le drapeau grec flottant à nouveau au sommet de l'Acropole : dans la nuit du 30 au 31 mai, Manolis Glézos², alors âgé de 19 ans, et son ami Apostolos (Lakis) Santas, âgé de 25 ans, avaient gagné par un escalier antique le sommet de l'Acropole puis le toit du Parthénon, substituant à l'emblème qui le souillait le drapeau national. Un geste qui eut un retentissement dépassant les murs de la ville et les frontières de la Grèce. Mais, la Résistance grecque va aussi rapidement prendre une forme organisée...

Le Parti communiste (KKE), interdit sous la dictature de Metaxás, qui a un millier de ses membres et cadres – dont le secrétaire général, Nikos Zachariadis, arrêté depuis août 1936³ – emprisonnés, va se réorganiser fin 1940-début 1941. Dépassant les contradictions en son sein conséquences du pacte germano-soviétique de 1939, il va prendre l'initiative de rassemblement de divers courants de Résistance : le 15 mai 1941 – soit trois semaines après la capitulation grecque et un mois avant l'attaque nazie contre l'URSS – est constituée à Salonique l'Organisation *Eleftheri* («Liberté»), rassemblant le KKE, le Parti Socialiste, le Parti agrarien et le colonel Dimitrios Psarros.

Fin juin 1941, le bureau macédonien du KKE organise les deux premières unités de

partisans s'attaquant aux ponts, postes de police... Parallèlement apparaissent de petits groupes armés urbains.

Mais l'étape décisive dans l'organisation de la résistance grecque est la formation le 27 septembre 1941 du Front de Libération Nationale (*Ethnikó Apeleftherotikó Metopó*, EAM), rassemblant outre le KKE, le Parti socialiste (EKE), le parti agrarien (AKE) et l'Union de la Démocratie populaire (ELD), et qui va structurer en 1942 sous la direction du communiste Aris Velouchiotis «l'Armée populaire de libération nationale grecque» (*Ellinikós Ethnikós Laikós Apeleftherotikós Stratós*, ELAS), qui va devenir la principale formation militaire de la Résistance, avec dans ses unités en 1944 près de 50 000 combattants, atteignant avec ses réserves 150 000 membres, tandis que l'EAM va rassembler dans ses rangs et ses organisations annexes 1,5 million de membres.

Le 10 mars 1944, l'EAM-ELAS, qui contrôle désormais la plus grande partie du territoire non urbain de la Grèce, met en place un «Comité politique de Libération nationale» (*Politiki Epitropi Ethnikis Apeleftherosis*, PEEA), présidé à partir du 18 avril par un professeur de droit constitutionnel Alexandros Svolos et qui va être connu comme le «Gouvernement des Montagnes», rival du régime collaborateur d'Athènes, mais aussi du Gouvernement royal réfugié au Caire – lequel appuyé par les Britanniques et l'Eglise orthodoxe – dispose de relais en Grèce : la Résistance grecque est plurielle.

Dans les territoires libérés où il organise des élections, le PEEA assurera toutes les fonctions de l'Etat : Education, administration, Santé, etc.

La «Ligue Nationale Républicaine Grecque» *Ethnikós Dimokratikós Ellinikós Syndesmos*, EDES), fondée le 9 septembre 1941 par un ancien officier de l'armée grecque, Napoléon Zervas qui envoie en mars 1942 un message d'allégeance au Roi rompant avec le positionnement républicain des origines, va être (avec sa branche armée, l'EOKA) – la principale structure de la Résistance en dehors de l'EAM-ELAS, recevant l'appui du S.O.E. britannique qui lui parachute armements et conseillers militaires,

Mentionnons aussi le mouvement «Libération Nationale et Sociale» (*Ethniki Kai Koinoniki Apeleftherosis*, EKKA) fondée à l'automne 1942 par le colonel Dimitrios Psarros et Georgios Kartalis. Anticommuniste, libéral, anglophile, il comptera un millier de membres dans le centre de la Grèce, près du mont Gkiona. Après de premiers accrochages survenus en mai et juin 1943, l'EKKA sera éliminée en avril 1944 par l'ELAS, Psarros étant tué.

Citons encore l'«Organisation panhellénique des Jeunes combattants» (*Pannellinios Enosis Agonizomenon Néon*, PEAN), fondée en octobre 1941 par Kostas Perrikos, ainsi que l'«Organisation X» du colonel Grivas, dont l'anticommunisme le conduira à des compromissions avec les Allemands et le régime collaborateur allant jusqu'à des participations à la répression...

² En octobre 1940, il appellera à résister à l'invasion italienne. Dès leur prise de contrôle de la Grèce en 1941, les Allemands - le trouvant en prison - le déporteront à Dachau, d'où il ne reviendra qu'en mai 1945. Durant cette période, le KKE clandestin sera dirigé par Georges Siantos.



A gauche, Napoléon Zervas, chef de l'EDES, à droite Aris Velouchiotis, chef de l'ELAS.

LA LIBERATION

L'armistice demandé le 8 septembre 1943 par Badoglio sortant l'Italie du conflit, les Allemands s'étaient vus contraints de remplacer leurs alliés italiens dans les territoires que ceux-ci occupaient en France, Yougoslavie et Grèce.⁴

Ce remplacement va s'accompagner par une intensification de la répression à l'encontre de la Résistance, avec l'appui des Bulgares et des «Bataillons de sécurité» formés en avril 1943 par le régime collaborateur de Rallis, responsables de nombreux «Oradour» grecs (Kommeno, Distomo, Kalavryta) lors de multiples opérations menées contre les Partisans.

Dans les régions contrôlées par les Bulgares et les Allemands, 86% des Juifs grecs furent massacrés ou déportés : après un premier convoi de 2 800 personnes le 15 mars 1942, plus de 46 000 Juifs de Salonique sont déportés le 12 juillet 1942 vers Auschwitz. Après le retrait italien du conflit, 1 700 Juifs de Corfou les y rejoignent le 10 juin 1944, suivis en juillet par 1750 Juifs de Rhodes et de Cos...

Mais l'évolution de la situation militaire dans les Balkans va sonner le glas de la présence allemande et bulgare en Grèce : le 8 septembre 1944, l'Armée rouge entre en Bulgarie où, le lendemain, le Front patriotique prend le pouvoir. Le 16 septembre, les Soviétiques sont à Sofia, aux portes de la Grèce. Le 12 octobre, les Allemands évacuent Athènes avec le régime collaborateur.

Deux jours plus tard, les troupes britanniques débarquent dans la capitale où arrive le lendemain, dirigé par Gheorgios Papan-dréou, le Gouvernement d'union nationale, formé en avril après la reconnaissance par le PEEA du gouvernement du Caire.

Les troupes alliées investissent le pays alors que les occupants sont en pleine retraite : les derniers soldats allemands quittent la Grèce continentale à la fin octobre.⁵

Mais, la demande faite par le Gouvernement Papan-dréou et les Anglais à l'EAM-ELAS de rendre ses armes, alors que les «bataillons de sécurité» du régime collaborateur, gardant les leurs, sont réorganisés sous la direction d'officiers anglais, est grosse d'affrontements à venir... dès décembre 1944.

⁴ Ainsi les 170 000 soldats de la 11^{ème} armée italienne occupant la Grèce auront à choisir entre la reddition aux Allemands et leur internement et le ralliement aux Alliés ou à la Résistance locale. Ce ne se fera pas sans drame : ainsi, dans l'île de Céphalonie un affrontement fera 300 tués chez les Allemands et 1 200 chez les Italiens de la division Aquila, dont 5 000 hommes seront exécutés après leur reddition par les Allemands. D'autres massacres de même nature auront lieu à Corfou, dans les îles du Dodécanèse, en Crète...

⁵ Ceux positionnés à Rhodes et en Crète ne capituleront qu'en mai 1945.

² Manolis Glézos fut condamné à mort par contumace par les nazis. Il fut arrêté et torturé par les Allemands. Après la libération de la Grèce et la guerre civile qui s'ensuivit, il fut à deux reprises à nouveau condamné à mort pour sa participation lors de la guerre civile à l'Armée démocratique issue de la Résistance : le général de Gaulle intervint en sa faveur. Gracié, libéré en 1954, Manolis Glézos fut à nouveau arrêté en 1958 et emprisonné jusqu'en 1962, puis à nouveau incarcéré de 1967 à 1971 par le régime fasciste «des colonels», avant de connaître trois ans d'exil et de pouvoir rentrer en 1974 en Grèce.

Apostolos Santas fut lui aussi condamné à mort par contumace par les nazis, il rejoindra l'ELAS et combatta avec les partisans de Grèce centrale. Arrêté après-guerre et déporté dans les îles, il réussira à s'échapper et s'exilera au Canada d'où il ne rentrera en Grèce qu'en 1962.

WALLIS ET FUTUNA ECHAPPENT A L'EMPRISE DE VICHY

Le condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides¹, dans le Pacifique centre-ouest, fut le 1^{er} territoire à se rallier, dès le 22 juillet 1940, à la France libre ; ce ralliement sera suivi, le 2 septembre, de celui des Etablissements français de l'Océanie et, le 22 septembre, par celui de la Nouvelle-Calédonie.

Malgré cela, un territoire français de la Région va rester – et ce jusqu'en... mai 1942 – sous l'autorité lointaine du gouvernement de l'Etat français installé à Vichy : celui des Iles Wallis-et-Futuna, isolées au milieu d'un ensemble de possessions britanniques (Tonga, Fidji, Samoa...).

Nées de l'émergence de volcans sous-marins, l'île Wallis (appelée aussi Uvêa) et celles – dont elle est distante de 230 km – de Futuna et Alofi, forment le territoire alors français le plus éloigné, à 16 000 km de la métropole.

Situé à 1 871 km à l'Est de la Nouvelle-Calédonie, et à 2 891 km de Tahiti, de faible superficie (au total 124,2 km², dont 75,6 km² pour Wallis), le territoire est peuplé à la veille de la Seconde Guerre de descendants de populations polynésiennes venues à partir de 800 avant J.-C. et jusqu'au 16^e siècle de notre ère des archipels «voisins» de Tonga (à 850 km), Samoa (à 545 km) et, dans une moindre mesure, Fidji (557 km).

L'influence de Tonga, politique et linguistique, se fera sentir à Uvêa, celle des Samoa à Futuna ; les deux langues et cultures se rattachant à l'espace polynésien.

À partir du 15^e siècle est fondé à Wallis le royaume d'Uvêa, puis sur l'île de Futuna naissent en 1565 le royaume de Tu'a (Alo) et en 1784 le royaume de Sigave. Trois royaumes coutumiers qui existent toujours en 2017 dans cette collectivité d'outre-mer de la République française, (représentée par un sénateur et un député au Sénat et à l'Assemblée nationale).

C'est le 21 mai 1616 qu'a lieu le premier contact entre la population de Futuna avec des Européens, en l'occurrence les membres de l'expédition du navigateur néerlandais Willem Schouten, explorant une nouvelle route via le Cap Horn vers les Moluques et qui fait escale dans l'île. Le 11 mai 1768, le navigateur français Louis-Antoine de Bougainville atteint à son tour Futuna. En 1766, le navigateur anglais Samuel Wallis approche Uvêa, sans descendre à terre ; l'île prendra par la suite son nom. En 1781, une expédition espagnole aborde Uvêa... ou Futuna...

Ce n'est qu'au début du 19^e siècle qu'un premier navire baleinier accoste en 1825 ; entre 1825 et 1858, 110 passages européens sont enregistrés à Wallis, qui compte alors environ 4 000 habitants ; une petite dizaine de marins européens s'installe dans l'île, des heurts parfois sanglants éclatent de temps à autre avec des équipages de passage.

Le 1^{er} novembre 1837, deux missionnaires maristes français entament la christianisation catholique de Wallis (Uvêa). En octobre 1840, la majorité des Wallisiens est convertie, 4 églises sont construites, les idoles «païennes» détruites. En 1842 le roi (le «Lavuela») d'Uvêa se convertit...

À Futuna, la christianisation est entamée aussi en novembre 1837 par deux autres missionnaires, et se réalise – par peur des représailles – après que l'un des deux missionnaires – Pierre Chanel – a été en avril 1841 tué par un parent du roi. Jean-

Marie Pompallier, missionnaire mariste lyonnais, nommé vicaire apostolique d'Océanie occidentale et arrivé sur un bateau de guerre français, visite les îles.

Le ralliement au catholicisme est perçu par les souverains wallisien et futuniens comme une protection face aux Tongiens protestants. Pour la même raison, le roi d'Uvêa présente en 1842 une demande de protectorat à la France, qui ne donne pas suite, étant en conflit avec les Anglais pour Tahiti.

Il faudra attendre le 5 avril 1887 pour que la France ratifie un traité de Protectorat avec la Reine Amelia, d'Uvêa, et 1888 pour que de semblables traités de Protectorat soient établis avec les royaumes de Sigave et d'Alo sur l'île de Futuna.

LE PROTECTORAT FRANCAIS

Le décret du 5 mars 1888 fait de Wallis et Futuna, un seul protectorat, les royaumes autochtones conservant leur autonomie interne, la présence française se résumera à un «Résident», assisté d'un chancelier, ayant en charge les affaires extérieures – le premier, Marius-Antoine Chauvot, est, comme le seront plusieurs de ses successeurs, un médecin de marine – basé à Mata'Utu, la capitale de Wallis, et dépendant du gouverneur de Nouvelle-Calédonie, parfois en rivalité avec chef la mission catholique, dont le titulaire deviendra en 1936 évêque du vicariat apostolique nouvellement créé.

De 1892 à 1940, 20 résidents français – le plus souvent médecins – se succéderont dans le Protectorat, dont l'unique production, le coprah, commercialisée par des Européens, sera dévastée au début des années trente par un insecte.

Le 4 juillet 1940 arrivera comme Résident de France Léon Vrignaud qui, comme tous ses homologues à la tête de territoires coloniaux ou sous mandat français, va devoir choisir entre répondre à l'appel du 18 juin fondateur de la France Libre et prêter allégeance au régime que Pétain installe à Vichy après le coup de force du 10 juillet.

Léon Vrignaud, avec l'appui du chancelier Alexis Bernast et sous l'influence de l'évêque, Mgr Alexandre Poncet, royaliste de tradition familiale et de conviction, maintiendra le territoire sous l'autorité du gouvernement pétainiste représenté dans la Région par l'Amiral Decoux, gouverneur de l'Indochine, avec lequel il est en relations.

Ce choix, qui s'appuie essentiellement sur les Européens – un recensement de 1931 en relève la présence d'une cinquantaine, dont 21 Français, y compris les missionnaires, une douzaine de Chinois et sept Anglais) – isole les îles. Ce qui a des conséquences négatives pour les conditions de vie de la population, les relations avec la métropole, Tahiti, la Nouvelle-Calédonie, et les colonies britanniques environnantes étant coupées, les matériels et denrées n'arrivent plus ; il est conseillé à la population de développer les cultures et la pêche.

Un message radio, envoyé le 16 avril 1941 par l'administration pétainiste de l'Indochine, félicite «les Français de Wallis d'avoir accepté la famine plutôt que la farine qu'ils auraient pu facilement obtenir de Nouméa, s'ils s'étaient ralliés à la dis-sidence»...

Malgré l'exiguïté de leur territoire et la faiblesse de leur population (6 775 habitants, dont 2 000



à Futuna), Wallis et Futuna vont acquérir par leur position géographique une importance stratégique : en décembre 1941, les Japonais après avoir attaqué Pearl Harbour, entament leur expansion dans le Pacifique central et s'emparent des Iles Ellice (à 2000 km de distance de Wallis) ; en mai 1942, ils ont atteint les Iles Salomon (à 2 450 km...).

Alors que les Américains ont installé dès mars 1942 des bases aux Samoa (à 545 km de Wallis), ils manifestent l'intention de faire de même à Wallis.

ARRIVEE DE LA FRANCE LIBRE

Cela va décider le général de Gaulle – pour préserver la souveraineté française – à mettre en œuvre le projet qu'il avait validé le 22 février 1941 et qui avait dû être retardé : le 27 mai 1942, l'avis de la France Libre, le *Chevreuil*, entre dans le lagon de Wallis et débarque sur l'île un corps expéditionnaire, auquel le résident, le médecin-commandant Vrignaud, se rend sans se rallier ; il sera évacué vers Tahiti, et remplacé par un résident Français Libre, le médecin-capitaine Jean-Baptiste Mattei, auquel se rallie le roi d'Uvêa.

Le lendemain, débarquent à Wallis des éléments du 8^e bataillon U.S. de Marines de défense. En juin 1942, arrivent des soldats du Génie qui construisent deux bases aériennes à Hihifo – l'actuel aéroport – et à Lavegahu pour bombardiers, une hydrobase à la pointe Mu'a, un port à Gahi, un hôpital, des routes... Du matériel lourd est débarqué.

Le nombre des G.I. présents à Wallis – il n'y en a pas à Futuna dont l'isolement s'accroît – atteindra 6 000 hommes ; ce qui bouleverse la société wallisienne par l'apport de denrées inconnues, le développement du travail salarié, l'afflux de monnaie qui conduit à l'enrichissement des 250 wallisiens travaillant pour les Américains, ce qui relativise le statut des chefs traditionnels, dont l'administration française se voit contrainte en 1943 de revaloriser de 1 000 % l'indemnité ; et, au grand dam des pères maristes, se multiplient les naissances d'enfants métis, (les «Amelikas»)...

Durant cette période, Wallis reçut les visites de l'amiral Thierry d'Argenlieu et... d'Eleanor Roosevelt.

La contre-offensive américaine dans le Pacifique se rapprochant du Japon, les bases éloignées sont abandonnées. Ainsi les G.I. commencent à quitter Wallis en février 1944, ils ne seront plus que 12 en juin.

C'est cependant un avion américain qui amena le 7 décembre 1944 le Dr Robert Charbonnier, successeur du Résident Mattei.

¹ Actuel Etat du Vanuatu, les Nouvelles-Hébrides étaient devenues en 1906 un territoire administré en commun par la France et la Grande-Bretagne, solution mettant ainsi un point final à la rivalité entre les deux pays dans le Pacifique.

14^e STAGE NATIONAL DE L'ANACR



Les intervenants : de gauche à droite, Norbert Pilmé, Marianne Gaudric-Delranc, Jean-Louis Clément, Jean-Louis Cortot, Jacques Varin.



Le 14^e Stage national de formation de l'ANACR s'est tenu du 2 au 4 juin 2016 à l'Auberge de Saint-Denis, un équipement au sein d'un petit parc conjuguant salles de conférence, de restauration, de visionnage et hébergements, où depuis quatorze ans se déroulent les stages de l'ANACR. Y participèrent Yvette ANDRE (Loir-et-Cher), Danièle ASTIER (Seine-Saint-Denis), Jean-Michel ATHOMAS (Cher), Huguette CHABAN (Seine-Saint-Denis), Jean-Louis CORTOT (Paris), Maryse de la CRUZ (Hautes-Pyrénées), Alain DESCOUT (Indre), Jean-Luc DODEMAND (Seine-Saint-Denis), Marie-Hélène JOUFFROY (Seine-Saint-Denis), Philippe LESIEUR (Yvelines), Thierry LORON (Haute-Savoie), (Colette PALLARES (Libé-PTT), Jean-Claude POULAIN (Aisne), Christiane SIMON (Finistère), Christiane TARDIF (Essonne), Marie-Jeanne TRICARD (Haute-Vienne), Jacques VARIN (Paris), Liliane ZENTIL (Hautes-Pyrénées).



Le stage fut ouvert vendredi 4 juin à 10 h 30 par Jacques VARIN, qui retraça l'historique de l'ANACR, depuis la création en 1945 de l'Amicale des anciens FTP jusqu'au premier congrès de Limoges en 1954, décidant la création de l'ANACR sur une base de rassemblement pluraliste de tous les courants et formes de lutte de la Résistance, et au second congrès de Limoges de 2006 qui fit entrer dans l'Association les «Ami(e)s de la Résistance». Il souligna le rôle joué dans cette création et dans le développement de l'ANACR par Pierre Villon, Jacques Debu-Bridel et Charles Fournier-Bocquet. Il évoqua les grandes batailles contre le réarmement allemand, pour les Droits des Résistants, contre les résurgences du fascisme et pour l'instauration d'une Journée nationale de la Résistance ; et le rôle des Ami(e)s de la Résistance.



En début d'après-midi, Norbert PILME, Président de Périgord-Mémoire-Histoire, association mémorielle de Dordogne qui organise tous les deux ans – en partenariat avec la Ville de Périgueux et le concours d'autres associations, au premier rang desquelles l'ANACR – un Salon mémoire faisant une grande place à la Résistance et dont l'audience croissante en fait un événement culturel qui dépasse les limites du département, vint en expliquer, la conception, le financement, l'organisation, la recherche des intervenants conférenciers, des films à présenter, des expositions et spectacles associés, la publicité de l'événement avant et après sa réalisation, son rôle, notamment en direction du milieu scolaire.



En seconde partie d'après-midi, Marianne GAUDRIC-DELRANC, Docteur ès-lettres, spécialiste d'Elsa Triolet, vint parler d'Elsa et de Louis Aragon pendant la période de l'Occupation, leur parcours depuis ses débuts, avec les menaces pesant sur eux : Louis Aragon est communiste, Elsa Triolet est d'origine juive russe. Elle évoqua leur rôle dans la Résistance intellectuelle de par la poursuite de leur œuvre littéraire créatrice et engagée, mais aussi en organisant la Résistance dans le milieu des écrivains : avec le Comité National des Ecrivains, avec la publication des «Lettres françaises» en Zone nord et des «Etoiles» en zone sud. Elle aborda aussi la participation des deux écrivains à la Résistance «générale», que concrétisent des missions de liaison, et en 1944 leur publication de «la Drôme en armes», la Drôme, département où ils s'étaient réfugiés.



Samedi en début de matinée, Jacques VARIN présenta dans leur contexte les différents «Appels» de l'été 1940, ceux d'Edmond Michelet et de Charles Tillon le 17 juin, celui célèbre du général de Gaulle, en date du 18 juin, celui dit du «10 juillet» du Parti communiste clandestin, celui du général Cochet le 6 septembre, d'autres encore...



Samedi en 2^e partie de matinée, Jean-Louis CLEMENT, Maître de Conférences à l'I.E.P. de Strasbourg, Docteur HDR en Histoire contemporaine, ayant publié en 1994 un ouvrage consacré à «Monsieur Salières, archevêque de Toulouse 1929-1956» et en 2014 un autre sur «La collaboration des évêques 1920-1945», aborda l'attitude de la hiérarchie catholique à l'égard du Pouvoir, en l'occurrence celui du régime dit de Vichy ; avec en son sein des attitudes différenciées, de la collaboration la plus avérée aux sympathies à l'égard de la Résistance en passant par le loyalisme à l'égard de ce qui leur apparaît être le pouvoir établi.

Le samedi après-midi du stage coïncidant avec une cérémonie de l'Association pour le Souvenir des fusillés du Mont-Valérien, tous les stagiaires s'y rendirent, Claude MOREL, Président de l'ANACR des Hauts-de-Seine, et Jacques VARIN, secrétaire général de l'ANACR, déposèrent une gerbe au nom de l'Association. Puis tous participèrent à un hommage dans la Clairière des fusillés avant de se rendre à la Cloche portant leurs noms, de visiter le musée ; et de participer à 18 h 30 à un ravivage de la Flamme sur la tombe du Soldat inconnu à l'Etoile.

Dimanche matin, après un moment de forte émotion partagé par tous en souvenir de Louis CORTOT, qui pendant plusieurs années a clôturé le dimanche matin le Stage, Jean-Louis CORTOT a évoqué les villes Compagnon de la Résistance, les circonstances de l'attribution de cette distinction, le rôle qui leur est dévolu dans la perpétuation de l'Ordre de la Libération.

Puis tous se rendirent devant la stèle Jean-Moulin à Saint-Denis pour une cérémonie d'hommage au fondateur du CNR, que suivit un dépôt de gerbes sur la sépulture d'Auguste Gillot, ancien membre du CNR et maire de Saint-Denis.

Un repas amical clôtura dimanche midi ces trois riches journées.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer les décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Germaine MOREAU, Marc ROUSSILHES, Antoine PLAZE (Lot)

Germaine Duhamel-Moreau, aînée de quatre enfants, vint au monde dans une famille ouvrière le 29 décembre 1920 à Colombes. A la mort de sa mère, le père est au chômage et la famille connaît la détresse ; trois enfants sont placés à la DDASS et Germaine, qui n'a pas 13 ans est placée comme bonne à tout faire chez un restaurateur, qui ne lui donnera aucun salaire et lui refusera tout repos dominical. Elle ne tardera pas à s'insurger contre sa condition d'esclave et en 1934 elle adhère aux Jeunesses Communistes. En 1936, elle quitte son «bagne» pour être embauchée comme arpète chez le parfumeur Lanthéric, rue du Fbg Saint-Honoré. Lors de la victoire du Front Populaire, Germaine adhère en 1936 à la CGT. Syndicaliste active, elle est de toutes les luttes pour faire triompher les revendications. En 1938, le Front Populaire n'est plus et une grève déclenchée chez Lanthéric sera le prétexte saisi par la Direction pour licencier Germaine, qui adhère au Parti Communiste et se marie avec un camarade, Raymond Ridet qui, Résistant sous le nom de «Cartouche», mourra en déportation. Germaine elle aussi entrera dans la Résistance sous le nom de «Cécile» et sera affectée au Service Central des liaisons entre les organisations de la Résistance des départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne. Une vague d'arrestations frappant de nombreux résistants et, par mesure de sécurité, Germaine sera «mise au vert» car la Police, qui connaît son rôle, la recherche activement. C'est alors que la Direction de la Résistance

décide de la transférer à Lyon dans une unité F.T.P.F où elle reprend l'activité qui était la sienne dans la Région parisienne : assurer le service du courrier entre les organisations de la Résistance et la Direction du Front National. L'année 1944 est marquée par une recrudescence de l'activité des résistants : en juillet, Germaine est dans le maquis de l'Ardèche et participe à la libération d'Aubenas. De retour à Lyon, elle accomplit de nombreuses et périlleuses missions dans les départements voisins : l'Isère, la Loire et la Drôme. Le 22 août elle est à Grenoble où se libère, le 31 à Valence, le 2 septembre à Lyon pour sa libération. Résistante active, quatre années durant, Germaine échappe aux griffes de la milice et de la gestapo. Quatre années durant, elle a assuré sa tâche, ô combien dangereuse et nécessaire, de liaison et de transport des courriers des services de sécurité du Front National et des F.T.P.F tant en zone nord qu'en zone sud. Elle recevra de la Nation reconnaissante la Légion d'Honneur le 11 novembre 2010 au Monument aux morts de Bretenoux.

Né le 22 octobre 1926 à Paris, Marc Roussilhes arrive très jeune chez ses grands-parents à Gagnac-sur-Cère où il passe sa jeunesse aux côtés de son grand-père Jérémie, maire de la commune, qui démissionnera de cette fonction, refusant ainsi le régime de Pétain. Après l'appel du Général de Gaulle du 18 juin 1940, le père de Marc participera à la création de la Résistance du village ; initiative qui fait tache d'huile dans tout le canton de Bretenoux pour s'organiser à ce niveau début 1943. A la fin de cette même année, Marc a 17 ans et 3 mois et, sur les

conseils de son instituteur, il s'engage dans la Résistance et participera à diverses actions telle la réception de parachutages. Marc n'oubliant rien de ses engagements de jeunesse, poursuivra très activement un devoir de mémoire au sein du Comité Cantonal de l'ANACR de Bretenoux en tant que secrétaire.

Né le 2 janvier 1924 à Ladignac (Cantal) Antoine Plaze, 2^e d'une fratrie de 7 enfants, vécut jusqu'à l'âge de 18 ans à Lafeuillade-en-Verzie dans le canton de Montsalvy (Cantal), apprenant de son père le métier de tailleur de pierre, puisatier et maçon. Appelé à 18 ans au STO pour l'Organisation Todt construisant le mur de l'Atlantique, car étant ouvrier du bâtiment, il rejoint les réfractaires et est recherché par la police pétainiste. C'est ainsi qu'il arrive chez Biéysse au hameau de Felzines, commune de Gagnac-sur-Cère où il intègre le groupe Verly ayant pour chef Marc Roussilhe. Il participera à l'attaque au pont d'Orgue d'un train de ravitaillement ennemi en direction d'Aurillac, et le 14 juillet 1944 à la récupération de 432 containers parachutés au lieudit Lamaresque par les Alliés, dont 1 500 parachutes aux couleurs françaises en hommage à la fête nationale. Antoine Plaze participera à la Libération de Cahors et Toulouse.

Martial PFEFFERKORN, Edouard RENN, Madeleine CAPIEVIC, Annie CARRIER, Marcel BENITIER, (Rhône)

Au printemps 1943, Martial Pfefferkorn fut, comme tous les jeunes gens de son âge, →

L'ANACR EN DEUIL

Mireille MONIER-LOVIE (Suite de la page 1)

...En septembre 1943, quittant l'enseignement, Charles Monier fit le choix de la clandestinité, et deviendra l'un des principaux responsables du Parti communiste clandestin dans la Drôme. En août 1944, passé aux FTPF, il participa à la libération de Valence le 29 août et fut désigné par les Milices patriotiques pour siéger au conseil municipal provisoire de la ville. Sa mère, Andrée Monier, sera conseillère générale communiste de la Drôme de 1951 à 1958.

Ce contexte familial détermina toute sa vie : enseignante comme son père, elle s'engagea à leur exemple très tôt dans le combat de la transmission de la mémoire et des valeurs de la Résistance, dans la poursuite de sa lutte, en premier lieu contre les résurgences contemporaines du fascisme.

Elle a été inséparable du combat mené pendant 25 ans pour l'instauration de la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, combat initié en 1988 par le Comité départemental ANACR de la Drôme, dont, au côté de Jean Buisson, alors Président départemental, elle va devenir la cheville ouvrière ; en premier lieu en développant les Ami(e)s de la Résistance, dont le groupe départemental drômois va devenir sous son impulsion un des plus actifs de France. Elle apporta aussi toute son aide à la naissance et à l'organisation du Groupe des Amis de la Résistance de l'Ardèche.

Après la disparition de Jean Buisson, et l'intégration pleine et entière en 2006 des Ami(e)s de la Résistance dans l'ANACR, elle est devenue, aux côtés de camarades Résistants, présidente-déléguée du Comité ANACR de la Drôme. Avec à son côté Jean Lovie, devenu son mari, elle a été l'âme et l'organisatrice d'activités donnant à l'ANACR de la Drôme une grande audience : commémoration du maquis de la Lance, Journée annuelle de la Résistance à Montélimar, publication de la *Lettre de la Résistance*...

Lorsque l'ANACR décida en 1994, à son congrès de Vichy, d'associer à son Conseil national une dizaine d'«Ami(e)s de la Résistance», elle fut naturellement

parmi eux. Elle fut aussi dirigeante nationale de l'Association nationale des Ami(e)s de la Résistance avant que celle-ci ne se fonde dans l'ANACR après 2006. Au congrès de Châteauroux de l'ANACR en 1996, elle avait été associée à son Bureau National ; elle en est restée membre jusqu'à son dernier souffle, ayant été élue en 2008 lors du congrès de Marseille vice-présidente nationale de l'ANACR.

Mireille Monier-Lovie est indissociable du développement durant ces deux dernières décennies des Ami(e)s de la Résistance, de la pérennisation à ce jour de l'ANACR, apportant à sa direction nationale le concours de son expérience, de sa réflexion, de son enthousiasme.

Son action d'enseignante dévouée et son engagement citoyen dans la mémoire ont été reconnus par les Palmes académiques et la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur.

Michel DEFRANCE (Suite de la page 1)

...Il joua un rôle important dans l'organisation des marches de chômeurs du début des années trente ainsi que lors des occupations d'usines de mai-juin 1936.

Michel n'a alors que 11 ans, mais c'est dans cette atmosphère familiale de lutte contre les injustices et pour un monde meilleur qu'il grandit, et que se forment les prémices de convictions qui le conduiront à s'engager dans la Résistance et qui seront celles de toute sa vie.

Auguste Defrance, mobilisé en 1939, fait prisonnier lors de l'offensive allemande de mai-juin 1940, s'évada dès l'automne 1940 et reprit le contact avec le Parti communiste clandestin. Pour échapper aux recherches policières le visant dans la région Nord-Pas-de-Calais, il vint se cacher à Paris, où le rejoignirent son épouse Honorine, et leur fils Michel, âgé de 15 ans. En juillet 1942, la police française pétainiste, collaborant dans la répression avec l'occupant nazi, toujours à la recherche d'Auguste Defrance, fit irruption dans leur appartement parisien et, y trouvant des tracts communistes, arrêta Michel et sa mère, Honorine, enceinte, qui fut emprisonnée à la Roquette.

Michel, qui vient d'avoir ses 17 ans, va être incarcéré à la Santé puis transféré à la caserne-prison des Tourelles, Boulevard Mortier, d'où il s'évadera. Prenant le pseudonyme de «Lefrançais», il partit en Bretagne, à Guingamp où il rejoindra le Groupe Félix-Cadras, fondé en juillet 1942 par André Cavelan et qui sera l'auteur de plusieurs déraillements de trains. Sous le pseudonyme de «René», il sera un temps responsable du F.P.J. des Côtes-du-Nord.

Pour éviter l'arrestation, Michel va devoir revenir fin novembre 1943 à Paris, où il retrouvera son père Auguste, qui deviendra colonel FTP. Puis, il sera envoyé en Seine-et-Marne. Arrêté à nouveau en 1944, Michel sera blessé par balles aux jambes... en s'évadant ; repris, il sera libéré par la Résistance de l'hôpital de Coulommiers où il avait été transporté.

La Libération venue, Michel se marie en juin 1946 avec Henriette Hennebaut, institutrice, qui sera conseillère communiste de Lille de 1959 à 1983, et secrétaire départementale du Nord de l'Union des Femmes Françaises au milieu des années soixante. Son père Auguste, élu 1^{er} adjoint au maire de Boulogne en avril 1945 sera élu Conseiller de la République de 1946 à 1948, et député communiste du Pas-de-Calais de 1956 à 1958.

Michel exercera après la Libération, à partir du printemps 1945 et jusqu'à sa retraite, la profession de journaliste au quotidien communiste du Nord-Pas-de-Calais, Liberté, né de la Résistance en 1944.

Michel s'était aussi investi dans la transmission de la mémoire de la Résistance, et dans la poursuite du combat pour ses idéaux contre le fascisme. Ayant adhéré dès sa formation à l'Association des Anciens FTPF, qui deviendra en 1954 l'ANACR, il en sera président départemental du Nord pendant près de 20 ans, entrant à son Conseil National au Congrès de Clermont-Ferrand, en octobre 1986, et au Bureau National au congrès de Brest, en octobre 1992. Il l'est resté jusqu'à ses derniers jours.

Le 25 mars 2017, Michel Defrance, titulaire de la Croix du Combattant et de la Médaille de l'Internement et de la Déportation, recevait enfin la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur.

→ incorporé pour 8 mois aux Chantiers de jeunesse. Il ne terminera pas ce stage et reviendra à Tarare avec l'objectif d'entrer en Résistance, ce qu'il fait en rejoignant le maquis du Pinet situé aux confins d'Amplepuis, Ronno et des Cassettes. Il y apprend le maniement des armes et participe à quelques actions, notamment à des réceptions de parachutages d'armes sur le terrain appelé «Timbale» sur le plateau de Valorges. La libération venant, il intègre le fameux bataillon Berthier avec lequel il participe à la libération de Lyon. Puis il combat dans les Alpes, dans le Briançonnais et enfin en Alsace. Après la capitulation de l'Allemagne, il participera avec son unité à l'occupation militaire de l'Autriche et ne rejoindra Tarare qu'en décembre 1945. Désireux de maintenir l'esprit de la Résistance, il créera avec Pierre Gouttard la section locale de l'ANACR dont il en devient un très actif président.

Edouard Renn, d'origine polonaise, né le 5 avril 1926 à Lyon, avait 13 ans à la déclaration de guerre et était élève au lycée du Parc, à Lyon. Il fréquentait les scouts et dirigeait une «meute de Louveteaux». En 1941, il est approché par des officiers polonais qui lui demandent d'acheminer une lettre cachetée. En bon scout, il accepte, tout simplement, pour rendre service, et va devenir ainsi, presque sans le savoir, agent de liaison pour la Résistance polonaise P.O.W.N. En septembre 1942, il intègre le lycée bilingue franco-polonais Cyprien-Norwid de Villars-de-Lens dans le Vercors, qui abrite une ramification de la résistance polonaise et est un relais pour rejoindre l'Espagne. Il profite de ses allers-retours sur Lyon pour faire circuler des tracts antinazis. Le 16 juillet 1944, avec 26 autres lycéens et professeurs, il rejoint le maquis du Vercors. Trois jours plus tard, alors qu'ils espèrent l'arrivée des alliés, ce sont les paras allemands, sur des planeurs, qui atterrissent. Edouard échappe du massacre de Vassieux et de l'Hôpital de campagne de la Grotte de la Luire, mais plusieurs de ses camarades périssent. Il s'engage ensuite à Grenoble dans l'armée polonaise pour la durée de la Guerre et sera démobilisé en juin 1947. Au sein de l'ANACR, dont il était membre depuis plus de 40 années, il va pendant plus de 20 ans aller à la rencontre des jeunes élèves, collégiens et lycéens de l'Est lyonnais, leur apportant ses connaissances historiques, mais surtout un témoignage vivant sur l'absurdité et la brutalité de la guerre. Edouard Renn, Chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite, Croix du C.V.R., titulaire de distinctions polonaises et britannique, était Président du comité ANACR Décines-Valleyzeu.

Décédée le 24 décembre 2017, Madeleine Capiévic dite «Mado», née Pfefferkorn le 29 juillet 1924 à Paris 12^e, a 16 ans quand elle assiste, avec son futur mari, Jean Capiévic, à l'entrée des troupes nazies à Paris le 16 juin 1940. Mado entre en Résistance, dès cette époque, avec un groupe de jeunes Français et immigrés du 11^e arrondissement, en accomplissant «des trucs très simples» : écrire à la craie sur les murs, éditer et distribuer des papillons... Elle participe à la manifestation du 11 novembre 1940 à l'Étoile, à celle du 13 août 1941 sur les grands boulevards, durement réprimée. Elle est l'une des rares femmes de la Région parisienne affectées aux groupes de combat de la Jeunesse Communiste qui s'intégreront fin 1941 avec ceux de la M.O.I. et l'«Organisation spéciale» du Parti communiste dans les FTP. Le rôle de Mado est essentiellement celui de renseignement et de transport d'armes près des lieux d'opérations des Résistants contre les nazis ; en 1941 et au début 1942, elle est engagée dans de multiples opérations armées dans Paris et la banlieue. Devenue agent de liaison des FTP-MOI, elle effectuera sous la direction de Boris Matline (alias Gaston Laroche), dirigeant national de cette organisation, des liaisons et transports d'armes et explosifs entre le Nord, le Pas-de-Calais et Paris. En 1944, Mado est chargée d'acheminer des prisonniers de guerre soviétiques évadés qui rejoignent les F.T.P.F. Dès le 19 août 1944, elle participe courageusement à l'insurrection pari-

sienne libératrice en transportant des armes dans divers secteurs de la capitale. Elle se maria le 9 juin 1945 à Paris avec Jean Capiévic, qui vint dans le Rhône, y sera élu de 1973 à 1982 conseiller général du canton de Bron, maire de Vaulx-en-Velin de 1977 à 1985 et conseiller général du canton de Vaulx-en-Velin de 1982 à 1985. Présidente d'honneur du comité vaudais de l'ANACR, Madeleine Capiévic témoignait sur la Résistance dans les écoles de la ville.

Anna Macary, est née le 3 mars 1924 à Lyon dans une famille d'origine italienne antifasciste. Elle épousera en 1972 René Carrier, ancien Résistant dans les maquis de la vallée de l'Azergues (1943-1944). En 1942, à 18 ans, elle aide son frère François âgé de 16 ans dans son activité clandestine avec Georges Rougé âgé de 17 ans, tous deux habitants de Vaulx-en-Velin. Ils sont à l'origine de la création avec sept autres Vaudais d'un groupe qui assume la diffusion dans la ville de la propagande contre les nazis et Vichy et qui accomplit des actes de sabotage. Annie effectue son premier acte de résistance en récupérant dans une planque le revolver de son frère, le transportant dans son sac à main et le cachant chez elle. Elle achemine des tracts de la Résistance, les camoufle à l'extérieur de sa maison ; ils sont remis à un chauffeur de car pour une distribution clandestine à Mâcon. En mars 1943, Annie est parmi la foule présente aux funérailles de Georges Rougé à l'église et au cimetière du Bourg à Vaulx-en-Velin ; dénoncé par un milicien de cette commune, il avait été arrêté à Lyon, blessé, torturé par la Gestapo, mourant à son domicile où il avait été ramené. La famille d'Annie accueillera le père de Georges recherché par la Gestapo. En 1944 à Cour-et-Buis, Annie et sa mère recueillent des lettres de combattants résistants destinées à leurs familles lyonnaises, les acheminant en les cachant, elle dans sa gainie et sa mère dans son corset, passant ainsi sans ennui la fouille d'un barrage nazi. Décédée le 27 novembre 2016 ; elle était présidente d'honneur du comité ANACR de Vaux-en-Velin.

Marcel Bénitier, né en 1919, a tout juste 20 ans lorsqu'il est arraché à son foyer pour se retrouver mobilisé dans la drôle de guerre. Fait prisonnier en 1940, enfermé tout d'abord à la citadelle de Laon, il est affecté ensuite aux cuisines d'un restaurant pour officiers allemands à Vervins. C'est dans ce contexte qu'il parvient à s'échapper. Marcel était adhérent du Comité ANACR Décines-Meyzieu depuis sa création en 2001.

Le comité départemental ANACR du Rhône a aussi été endeuillé par les disparitions de Jean AUBERT, Ami de la Résistance, ancien de la guerre d'Algérie, qui avait rejoint l'ANACR il y a quelques années, et de Danièle PORTA, adhérente du comité de Lyon, fille de notre regrettée Lily Eigeldinger.

Alfred FRIGENI (Isère)

Né le 21 décembre 1923 à Sforzatica en Italie, Alfred - dit Fred - Frigeni, disparu ce 23 avril 2017, arriva en France avec ses parents en 1929 ; sixième d'une fratrie de 8 enfants, il obtint la nationalité française le 18 janvier 1933. Le 2 janvier 1942, Fred s'engage dans le 2^e Régiment d'Infanterie Coloniale (R.I.C.) En 1943, il entre en Résistance dans le groupe de Résistants du canton de Morestel et, lorsque se constitue le Maquis d'Ambléon, il est affecté au 1^{er} Groupe de la 1^{re} Section. Fred participe à tous les combats de la libération de la région : 22 août 1944, les combats du Lombard. 23 août 1944 : avec son unité, il rejoint Flosailles et participe à la libération de Jallieu et Bourgoin. 28 et 29 août 1944 les combats de St Bonnet de Mure et en septembre 1944 la libération de Lyon. Rappelé sous les drapeaux en février 1945, il rejoint la frontière espagnole à la Citadelle de Mont-Louis dans les Pyrénées-Orientales. Il sera libéré de ses obligations militaires le 6 juin 1946 avec le grade de sergent. Membre du Conseil d'Administration du Comité ANACR de Morestel & Nord Isère, et dernièrement membre de son comité d'Honneur, Alfred Frigeni, titulaire des Croix du Combattant Volontaire 39/45, Croix de Guerre avec étoile de

bronze avec citation pour son action du 22 août 1944 et de la Médaille commémorative de la Guerre 39/45, avait été nommé début avril 2017 au grade de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur.

Jacques MARTINIE, Georges LACOMBE (Corrèze)

Né le 14 février 1927 à Brive, l'adolescence de Jacques Martinie se déroule dans une période difficile et dramatique. Elève dessinateur au cadastre en 1944, il a 17 ans quand le 9 juin 1944, il est rafié par les SS de la division «Das Reich». Il ne devra son salut que grâce à son jeune âge : il n'a pas 18 ans. Cependant, il assiste contraint et forcé par les montres nazis à la pendaison de ses camarades et amis un peu plus âgés ; ce souvenir le poursuivra toute sa vie. Après ces tristes journées de juin 1944, il s'engage dans la Résistance armée clandestine. Bien qu'étant civil, il va faire partie de la Cie Legoff et sera nommé «Enfant de Troupe d'honneur et élevé au rang de caporal, chef de groupe». Il s'engage ensuite dans le 100^e R.I. de Tulle et partira à Royan puis en Alsace pour achever la libération du pays. sergent au 116^e R.I. de Brive, il retournera à la vie civile en 1947. Toute sa vie, il acceptera de témoigner en étant le plus précis possible, sans jamais se mettre en avant, travaillant pour que soient honorés ses amis combattants, en ayant une pensée particulièrement admirative pour ses camarades espagnols des FTP-MOI qui ont continué en France, leur combat contre le fascisme, aux côtés de leurs camarades français pour lesquels ils ont été des formateurs de la guérilla. Toute sa vie il dénoncera les falsificateurs de l'histoire qui arrivent à trouver de plus en plus souvent des tribunes complaisantes. Apprenant sa disparition, le Président de la République, François Hollande, a dans un message rendu hommage au Résistant corrézien et à «un grand défenseur de la mémoire combattante».

Georges Lacombe s'était engagé volontaire pour trois ans le 3 novembre 1942, et fut placé en congé d'armistice le 1^{er} mars 1943. Le 2 janvier 1944, il rejoint les Forces Françaises de l'intérieur dans les sections de l'A.S. de la région Terrasson - Ayen - Cublac et appartient au 2^e bataillon A.S. de Trèfle jusqu'au 10 octobre 1944, date à laquelle il souscrit un engagement volontaire pour la durée de la guerre. Il est nommé caporal-chef le 16 octobre 1944 et intègre la 9^e compagnie de zouaves pour la campagne d'Allemagne. Passant la frontière franco-allemande le 9 mai 1945, il repasse en France le 11 juillet 1945, sera démobilisé et renvoyé dans ses foyers le 3 novembre 1945.

Le comité ANACR de Corrèze a déploré aussi la disparition de Robert PEYRAT, dont les compétences d'imprimeur furent très utiles dans la Résistance pour fabriquer de fausses cartes de travail pour les réfractaires, faux permis de conduire et imprimer des tracts, ainsi que celle de Raymond ESPINAT (68 ans), membre du comité local ANACR d'Argentat dont il était le porte-drapeau.

Lucien BRANDOU, Denise LANAELEZ (Lot-et-Garonne)

Très jeune, Lucien Brandou s'engagea dans la Résistance, rejoignant le groupe FFI du bataillon Prosper avec lequel il participera à la récupération de parachutages d'armes et à leur camouflage au nez et à la barbe des Allemands et des miliciens français au service de l'ennemi. Il fut aussi agent de liaison et ne ménagea pas sa peine. Avec son groupe, ils sabotèrent la voie ferrée Paris-Agen. Le 1^{er} octobre 1944, il partit avec le bataillon Prosper pour libérer la Pointe de Grave. Il était titulaire des Croix du Combattant volontaire et de Combattant volontaire de la Résistance.

Amie de la Résistance disparue dans sa 90^e année, Denise Langelez est décédée le 12 avril 2017, deux mois après son compagnon Lucien Brandou. A Paris, à 18 ans, elle avait participé à l'accueil des Déportés arrivant des camps de concentration et des prisonniers de Guerre qui avaient besoin de soins et de réconfort. Elle avait été trésorière du comité local ANACR de Penne-d'Agennais.

Je recherche des informations concernant Georgette DRION épouse LEVE, ma grand-tante paternelle décédée en 1969, déportée revenue en mai 1945 (Parcours : Fresnes, Compiègne, Ravensbrück, Zwaudo) et qui à son retour a vécu à Issy-les-Moulineaux puis Courbevoie. Divorcée de Pierre Le ROLLAND, Résistant décédé en 2009

Contacteur Françoise TIREL
245 rue Saint-Julien, 76100-ROUEN
E-mail : tirel.f@wanadoo.fr

Mon père Jean ALIBERT, demeurant 4 rue Brizeux (22590- Pordic), disparu dans sa 91^e année le 17 février 2017, avait rejoint les rangs de la 1^{re} Brigade de Paris commandée par le colonel Fabien et été affecté au 151^e Régiment d'Infanterie, le 12 janvier 1945. Il est mentionné dans plusieurs bulletins trimestriels «Les Anciens du 15-1 (Rancourt-Verdun)» n°126 de mars 2001, 133 de déc. 2002, 146 de mars 2006. Il a également écrit un livre sur sa vie et principalement sur la période 39-45.

Qui pourrait m'indiquer comment avoir plus de renseignements sur sa carrière militaire ?
Contacteur Richard ALIBERT
43 Rue Pierre Loti. 22590-PORDIC
Tél : 02 96 79 08 48. Port : 07 68 88 56 34
E-mail : ram7@free.fr

Je suis la petite-fille de René ROUAIX, né le 10 janvier 1910 à Toulouse, titulaire de la carte de la Fédération Nationale des Anciens Résistants (FNAR) n°1267 en 1947, numéro de l'insigne : 11784.

Qui pourrait m'en dire plus sur son comment savoir son rôle pendant la Résistance où comment trouver des informations ?
Contacteur Catherine BOUVERET
79 rue des Granges 25000-Besançon
Tél : 03 81 50 83 45
E-mail : eglantinedebetises@hotmail.fr

Je recherche tous renseignements concernant le parcours de mon père Michel, ancien déporté à Buchenwald-Dora (matricule 51208). Il a été président de l'ANACR en Isère.
Contacteur Serge GRECARD
5 chemin du Suc de la Garde 07340-BOGY
Tél. Port : 06 81 67 41 78
E-mail : serge.grenard0472@orange.fr

J'ai entrepris de retracer les activités de mon père à Roanne pendant la période décembre 1943-juillet 1944. Il était attaché au service de renseignements parachutistes britannique dont la mission était de localiser des terrains d'atterrissage pour des opérations aériennes, et je crois savoir qu'il appartenait au groupe du capitaine Aucey (Pierre Berheim). Son vrai nom était Robert André JONES et j'essaie de trouver quel était son pseudonyme en ce temps-là.

Il habitait chez M. Gustave Place, 2 Route de Commelle, Le Côteau (Loire) et aussi avec M. Maurice Forge, cottage Trianon, allée de la Libération, à Riorges.

Je serais très reconnaissante pour tout renseignement complémentaire sur les activités de ce groupe. D'avance merci.

Contacteur Linda JONES
E-mail : linda@activeservice.co.uk

Je fais des recherches sur un dossier - avec photos (?) - concernant un Résistant membre de ma famille :

Raymond Pierre Marie GUYADER, né le 15 août 1914 à 44100-Chantenay et décédé

le 4 décembre 1984 à 76160-Darnétal ; dont les parents étaient Jean GUYADER (1874-1947) et Marie-Louise ABGRALL (1882-1950)

Je sais qu'il a servi volontairement comme sergent au 2^e bataillon FFI de Loire-Inférieure (*Atlantique*) du 1^{er} novembre 1944 au 2 février 1945, et s'est ensuite engagé pour la durée de la guerre à l'intendance de Loire-Inférieure comme sergent FFI au titre de l'infanterie.

Qui pourrait m'en dire plus tant sur son appartenance aux FFI que sur son engagement militaire ?

Contacteur Marcel ABGRALL
8 Allée Gustave-Courbet
44980-SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE
Tél : 09 67 45 11 12
E-mail : abgrall.marcel44@gmail.com

En mai 1943, mon père, Willem (*Wim*) NAEIJE ou NAEYE, selon les graphies, né le 25 novembre 1916 à Axel, a quitté les Pays-Bas avec le désir de rejoindre l'Angleterre. Il fut arrêté avec son frère dans le sud de la France et emprisonné à Biarritz, puis à la Citadelle de Bayonne, au fort du Hâ à Bordeaux et enfin à Cap-Ferrat, près de cette ville.

C'est de là qu'il put s'échapper et entrer en contact avec "frère Rufus" (Alphonse Tourné) qui, au monastère de la Rue l'Homme, cachait des aviateurs alliés ; il y resta du 7 février au 1^{er} mars 1944. Mon père fut arrêté lors d'une mission de ravitaillement chez des fermiers qui apportaient leur aide aux clandestins.

Rufus ayant été lui aussi arrêté, mon père - qui durant la guerre utilisa les noms de «Jan van Rijk», né le 15 août 1921 à Hertogenbosch, et de «Gabe Hofstra», né à, Udingradeel - fut interné dans divers lieux d'incarcération, la Pépinière, les Tourelles à Paris, Saint-Cloud près de Paris, où il retrouva d'autres Hollandais, des étudiants tels deux frères capturés alors qu'ils cherchaient à passer en Angleterre...

Courant avril, envoyé travailler sur les voies ferrées, il profita d'un raid aérien pour s'échapper vers Rouen en compagnie d'un Hollandais, Jan (Johan) Waasdorp (de son vrai nom Max Bonn), et des deux frères.

Lors d'une rafle menée par les Allemands, mon père fut à nouveau arrêté et incarcéré à la Prison Bonne-Nouvelle, d'où il put s'échapper et gagner une ferme de Douains, à l'ouest de Paris. Quant aux deux frères, ils ont été capturés à nouveau, peut-être déportés...

Qui pourrait me donner des renseignements complémentaires ?

Contacteur Jan W. NAEIJE
Manhille 34,
3273 XH WESTMAAS - PAYS-BAS
E-mail : jnaeije@gmail.com

Ancienne élève du Collège-Lycée de Charolles (Saône-et-Loire), retraitée de l'Éducation Nationale, avec un professeur d'Histoire retraité de cet établissement, nous avons voulu apporter des compléments d'information sur les Morts pour la France couchés sur les plaques commémoratives du Lycée Wittmer (du nom d'un résistant, professeur de ce Lycée).

Il ne nous reste qu'un "inconnu" que nous avons que partiellement identifié : Il s'agit de Michel BOULON maître d'Internat au dit Collège (qui deviendra Lycée en 1969) Nous avons retrouvé aux Archives Départementales de Saône-et-Loire une seule fiche de paie pour le mois de janvier 1944.

Nous pensons qu'il s'agit de BOULON Michel, couché sur le monument 1939-1945 de

la ville de Mâcon ; et qu'il s'agit du même qui est couché sur le monument des 31 fusillés du 23 juin 1944 de Grignon (Savoie). Nous n'arrivons pas à trouver la date de naissance de l'un et l'autre.

La plaque de Grignon (PJ) porte le sigle de l'ANACR. C'est la raison pour laquelle je me permets de solliciter votre aide.

Pour celui couché sur le monument de Mâcon, le registre des "Tables des successions et absences" qui m'aurait donné les dates et lieux de naissance et de décès est en si mauvais état qu'il n'est pas numérisé.

Je serais infiniment reconnaissante pour toute information qui pourrait nous être fournie. Ce travail de recherches fait partie d'un travail sur la Résistance en Charolais avec les élèves du Lycée commencé depuis plusieurs années.

Contacteur Marthe GUEUGNON
13330 -PELISSANNE
E-mail : marthe.gueugnon@wanadoo.fr

Je suis à la recherche d'informations sur mon arrière-grand-père, Résistant dans la région de Dunkerque-Bergues.

Dans les papiers j'ai retrouvé une carte d'adhérent de "l'Association Nationale des Anciens Francs-Tireurs et Partisans Français - Forces Françaises de l'Intérieur affiliée à l'A.N.A.C.R."

À qui je pourrais-je m'adresser ?

Contacteur Alain INVERNON
Rue du Grezet, 30230-RODILHAN
Tél. Port : 06 48 29 26 54
E-mail : ainvernon@hotmail.com

Mon grand-père, Adolphe REDELSPERGER, né le 12 juin 1879 à Sainte-Marie aux Mines est mort à Buchenwald le 22 décembre 1944. Il est titulaire à titre posthume de la Légion d'honneur, de la Croix de Guerre avec palme, de la Médaille de la Résistance.

Qui pourrait me donner des informations sur son action de Résistance et son parcours de déporté ?

Contacteur Isabelle ISOARD
175 Impasse les Clefs
71480 : DOMMARTIN-LES-CUISEAUX
Tél : 06 70 21 74 08
E-mail : isoardisabelle@laposte.net

Je recherche les photos de Résistants ayant appartenu à l'Organisation Spéciale (O.S.), reconnue comme unité combattante à partir du 30 octobre 1940 et jusqu'à avril 1942 (B.O. des Armées n°367 du 1^{er} janvier 1973).

Auteur en 2015 d'un premier document intitulé : «Portraits de l'Organisation Spéciale (O.S.) en Région parisienne», déposé au Musée de la Résistance Nationale de Champigny, j'ai entrepris la réalisation d'un second ouvrage qui sera intitulé «L'Organisation Spéciale (O.S.) en Province».

Je recherche donc pour ce travail - qui sera hors commerce comme le précédent - des photos de ces Résistants fusillés par les Allemands, morts au combat ou en déportation.

Si vous possédez de tels documents, pourriez-vous m'en faire parvenir des tirages ou des scans. Tous les frais éventuels seraient à ma charge.

D'avance merci.
Contacteur Pierre Maury
45 rue Henri-Barbusse 69600-OULLINS
Tél : 04 78 51 64 17
E-mail : pierremaury32@al.com

MA GUERRE, DE LA ROCHELLE A DACHAU

Par Guy-Pierre Gautier,
dessins de Tiburce Oger

Il y a par rapport à l'édition générale relativement peu de récits historiques ou de témoignages sur la Résistance qui aient eu comme mode d'expression la « BD », même si leur nombre a justifié la présentation sur ce thème en 2014 d'une brillante exposition au Musée de la Résistance Nationale à Champigny.

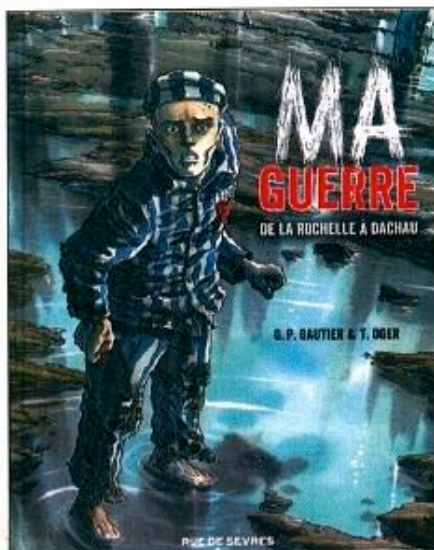
Et pourtant, dès 1944, au lendemain de la Libération, avait été publiée en bande dessinée «*La vie Héroïque du colonel Fabien*», et l'hebdomadaire «*Vaillant*», qui avait pris la suite du «*Jeune Patriote*», l'organe clandestin du Front patriotique de la Jeunesse, publiait dans son numéro du 1^{er} juin 1945, le début des aventures de «*Fifi, gars du maquis*». Il y eut aussi aux «*Editions France d'Abord*», dans la collection «*Jeunesse héroïque*», la publication en 1947 de «*Vendetta, une aventure épique de la Résistance et libération de la Corse*», (rééditée en 2013 par l'ANACR 2A).

Et, une vingtaine d'années plus tard, toujours dans «*Vaillant*» puis dans son successeur «*Pif gadget*», l'on pouvait suivre de 1966 à 1971 celles du jeune maquisard «*le Grêlé 7/13*». Et puis...

On ne peut donc que saluer l'initiative des Editions Rue de Seine, spécialisées dans la bande dessinée, de publier cet ouvrage «*Ma guerre, de la Rochelle à Dachau*», dessiné par Tiburce Oger, ancien élève de l'école des beaux-Arts d'Angoulême scénariste et dessinateur de bandes dessinées, confirmé et reconnu depuis une vingtaine d'années

Sont ici retracés – au sens quasi-étymologique du terme – par le dessin et les bulles qui l'accompagnent les souvenirs de Guy-Pierre Gautier, Résistant FTP du détachement «*Liberté*» de la Rochelle, arrêté le 22 octobre 1943, interné à Eysses, déporté à Dachau en juillet 1944, et revenu de déportation le 8 juin 1945 ; et qui se trouve être... le grand-père de Tiburce Oger.

Chevalier de la Légion d'honneur depuis le 8 mai 2015, Guy-Pierre Gautier s'est enfin résolu à parler ; et son



récit, en premier lieu de ce qu'il a vécu lors du transport de déportation et dans l'univers concentrationnaire, prend, avec le dessin qui le concrétise visuellement, une dimension dramatique particulière.

Bien que le titre «*Ma Guerre...*» insiste sur l'aspect par définition personnel de son témoignage, celui qu'il nous livre et qu'illustre Tiburce Oger est à la fois une leçon d'histoire non seulement sur des événements locaux et des personnages particuliers mais sur toute une période, avec les comportements les plus admirables qui côtoient les plus abjects.

C'est aussi un hommage à ses camarades de combat et de souffrance, au premier rang desquels il place celui qui a été un exemple déterminant pour son engagement, l'ouvrier métallurgiste Paul Guérit, sportif de l'Athlétique Ouvrier Rochelais, combattant de l'Organisation Spéciale, fusillé le 15 novembre 1941.

Un livre à lire et regarder...

Guy-Pierre Gautier et Tiburce Oger : «*Ma Guerre, de la Rochelle à Dachau*». 80 pages de planches quadri 23 X 31. «*Editions Rue de Sèvres*», 11 rue de Sèvres 75006-Paris. Dépôt légal : février 2017. Prix : 17 €.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

EDITION DU 70^E ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€

Par 50 : 2,5€ l'exemplaire

Par 100 : 2€ l'exemplaire

à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France..... 15 €

Etranger..... 17 €

Abonnement de soutien..... 30 €

Le numéro..... 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier
numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incofoto

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60